

RD-CONGO



LE COURRIER DE KINSHASA

300 FC/200 CFA

www.adiac-congo.com

N° 3693 - JEUDI 5 MARS 2020

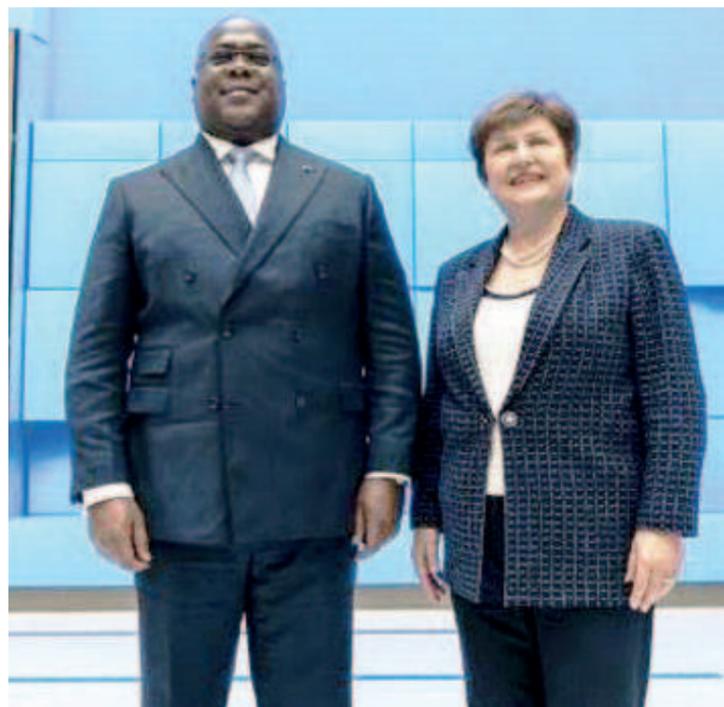
FINANCES PUBLIQUES

L'accord formel avec le FMI assorti de préalables

Une note satisfaisante a sanctionné l'entretien que le chef de l'Etat, Félix-Antoine Tshisekedi, a eu le lundi 2 mars à Washington DC avec la directrice générale du Fonds monétaire international (FMI), Kristalina Georgieva. La RDC, qui tient à aller jusqu'au bout du processus lié à la stabilisation du cadre macroéconomique, entend mettre toutes les chances de son côté, espérant rentrer dans le giron du FMI par la grande

porte après la rupture de 2012. Pour ce faire, un programme triennal essentiellement concentré sur la réforme de l'administration fiscale et la lutte contre la corruption est en gestation. Il est néanmoins assorti de quelques recommandations dont l'effort à engager par la RDC pour accroître la mobilisation des recettes et équilibrer les dépenses.

Page 2



Le président Félix Tshisekedi et la directrice générale du FMI, Kristalina Georgieva

ETATS-UNIS

Denis Mukwege honoré par un programme scolaire



Dr Denis Mukwege en conférence à Bruxelles

Le gynécologue congolais a été immortalisé aux Etats-Unis par le programme scolaire hors du commun : « La justice n'est pas négociable ». Développé par des étudiants stagiaires Echo, ce programme offre aux enseignants et aux étudiants un outil pour apprendre davantage sur les vertus du gynécologue congolais de 65 ans et prix No-

bel de la paix 2018, sa vie et son travail.

A travers ce programme, « les étudiants du monde entier apprendront l'exemple inégalable du Dr Mukwege à prendre soin des personnes selon leurs besoins, toutes les heures et tous les jours », a indiqué la directrice d'Echo Foundation.

Page 3

RENFORCEMENT À LA RÉSILIENCE DES PETITS EXPLOITANTS

L'Allemagne accorde 50 millions d'euros à la RDC

Le programme, qui cible cent quatre-vingt mille petits exploitants agricoles des provinces du Nord et Sud-Kivu, sera exécuté par trois agences de l'ONU, à savoir l'Unicef, la FAO et le PAM.

Ce financement octroyé à la RDC par le Ministère fédéral allemand de la Coopération économique et du Développement, par l'entremise de la Banque allemande de développement, vise à apporter une aide aux petits exploitants agricoles vivant dans les territoires de Walikale (Nord-Kivu) et de Mwenga Walungu (Sud-Kivu).

Page 3



LUTTE CONTRE EBOLA

Guérison du dernier cas confirmé à Beni

Il s'agit d'une femme de 57 ans de l'aire de santé de Kanzulinzuli qui a été listée le 5 février comme contact de sa fille dont elle était garde-malade. Cette survivante d'Ebola considérée comme la dernière personne confirmée malade a quitté le mardi 3 mars le centre de traitement Ebola de Beni. Confirmée positive au virus d'Ebola, elle a été suivie et vaccinée le 8 février 2020 avant d'être déchargée le même jour comme ne présentant pas de signes de maladie. Elle a été retournée au site de cantonnement PNC de Kanzulinzuli.

Page 2



Un centre de traitement Ebola à Beni

RDC-FMI

Des préalables à la conclusion d'un programme formel

Une note satisfaisante a sanctionné l'entretien que le chef de l'Etat, Félix-Antoine Tshisekedi, a eu le lundi 2 mars avec la directrice générale du Fonds monétaire international (FMI) Kristalina Georgieva à Washington DC.

La République démocratique du Congo (RDC), qui tient à aller jusqu'au bout du processus lié à la stabilisation du cadre macroéconomique et à la maîtrise de l'inflation, entend mettre toutes les chances de son côté. A terme, il est question pour le pays de rentrer dans le giron du FMI par la grande porte après la rupture de 2012. Pour ce faire, un programme de trois ans qui sera concentré notamment sur la réforme de l'administration fiscale et l'appui du FMI à l'action de lutte contre la corruption est envisagé. Au gouvernement congolais de répondre aux exigences qu'impose, à ce sujet, le FMI. Il s'agit, entre autres, d'accroître le niveau de mobilisation des recettes, d'améliorer la gestion des dépenses et de poursuivre la réforme du système fiscal. Un pari que Félix Tshisekedi et Kristalina Georgieva appellent de tous leurs vœux l'exécutif national à relever.

De manière concrète, la RDC devra continuer à fournir des efforts pour accroître la mobilisation des recettes et équilibrer les dépenses. Cet effort reste indispensable même si les critères des réalisations quantitatives jusqu'à décembre 2019 et les repères structurels à ce jour ont été globalement atteints. La performance envisagée est d'autant plus nécessaire qu'elle va permettre de passer à la prochaine étape des négociations afin de « conclure un programme formel avec le gouvernement RD-congolais pour faciliter



Félix Tshisekedi posant avec la directrice générale du FMI

l'octroi des crédits ». La patronne du FMI a insisté sur la nécessité pour la RDC de réduire le déficit public et d'arriver, d'ici le 31 mai 2020, au financement monétaire nul conformément aux engagements conjoints. Une échéance qui marquera la fin du programme test avec le FMI en cours depuis octobre 2019 et la conclusion de l'accord formel triennal attendu au second semestre de cette année. L'enjeu principal est d'arracher un accord formel avec le FMI en vue de faciliter l'octroi des crédits. Au cours de cette réunion, à en croire le service de communication présidentielle, il a aussi été question du renforcement des capacités des agents de l'administration fiscale et douanière,

de la mise en place, par le gouvernement congolais, d'un arsenal de lutte contre la corruption au niveau des régies financières pour améliorer la collecte des ressources. Pour sa part, le président Félix Tshisekedi a rassuré son interlocutrice de la détermination de son gouvernement à veiller au grain, surtout en ce qui concerne le respect des critères quantitatifs et des repères structurels du Programme intérimaire en cours. En dépit d'une forte pression des dépenses contraignantes, l'exécutif national est appelé à maîtriser le niveau des dépenses publiques qui doivent dorénavant s'aligner au niveau des recettes courantes mobilisées.

Alain Diasso

LUTTE CONTRE EBOLA

Guérison du dernier cas confirmé à Beni

Il s'agit d'une femme de 57 ans de l'aire de santé de Kanzulinzuli qui a été listée le 5 février 2020 comme contact de sa fille dont elle était garde-malade.

Le centre de traitement Ebola de Beni a libéré, le mardi 3 mars, cette survivante, considérée comme la dernière personne confirmée malade. Confirmée positive au virus Ebola, cette femme a été suivie et vaccinée le 8 février avant d'être déchargée le même jour comme ne présentant pas de signes de maladie. Ensuite, elle a été retournée au site de cantonnement PNC de Kanzulinzuli.

Le 13 février, elle a commencé à manifester les signes, notamment par anorexie. Cela n'a pas été signalé au Relais communautaire de suivi. A partir du 14 jusqu'au 16 février, la dame commencera à manifester d'autres signes de la maladie, notamment des vertiges suivis de nausées, de céphalées, d'asthénie, de toux, de vomissement et de douleurs abdominales ainsi que de diarrhée. Elle n'avait toujours pas signalé

objectivée, la dame fera l'objet, le 17 février, d'une alerte par le relais communautaire. Elle a été acheminée au Centre de transit de Beni après validation comme cas suspect, puis le même jour au Centre de traitement Ebola de Beni après confirmation de la maladie à virus Ebola. Autour de cette femme, trente-neuf contacts ont été au départ listés. C'est pour la première fois depuis la déclaration par le ministère de la Santé de la dixième épidémie à la maladie à virus Ebola que tous les centres de traitement Ebola soient vides des cas confirmés de cette maladie. A ce jour donc, il y a zéro cas confirmé d'Ebola en République démocratique du Congo. Rappelons que la dixième épidémie a commencé le 1er août 2018 dans l'aire de santé de Mangina dans la zone de santé de Mabalako dans le territoire de Beni



Un centre de traitement Ebola à Beni

à l'équipe de suivi des contacts, ni à l'infirmière de garde du site PNC. Malgré la présence de ces symptômes, elle n'avait pris aucun médicament.

Avec la persistance des signes suscités et fièvre surajoutée et

dans la province du Nord-Kivu. Cette épidémie va s'étendre dans les provinces du Sud-Kivu et de l'Ituri pratiquement dans vingt-huit autres zones de santé pour toutes les trois provinces.

Blandine Lusimana

LES DÉPÊCHES DE BRAZZAVILLE

Les Dépêches de Brazzaville sont une publication de l'Agence d'Information d'Afrique centrale (ADIAC)
Site Internet : www.brazzaville-adiac.com

DIRECTION

Directeur de la publication : Jean-Paul Pigasse
Secrétariat : Raïssa Angombo

RÉDACTIONS

Directeur des rédactions : Émile Gankama
Assistante : Leslie Kanga
Photothèque : Sandra Ignamout

Secrétaire général des rédactions :

Gerry Gérard Mangondo
Secrétaire des rédactions : Clotilde Ibara
Rewriting : Arnaud Bienvenu Zodialo, Norbert Biembedi, François Ansi

RÉDACTION DE BRAZZAVILLE

Rédacteur en chef : Guy-Gervais Kitina,
Rédacteurs en chef délégués : Roger Ngombé, Christian Brice Elion
Service Société : Rominique Nerplat Makaya (chef de service) Guillaume Ondzé, Fortuné Ibara, Lydie Gisèle Oko
Service Politique : Parfait Wilfried Douniama (chef de service), Jean Jacques Koubemba, Firmin Oyé, Jean Kodila
Service Économie : Fiacre Kombo (chef de service), Lopelle Mboussa Gassia

Service International : Nestor N'Gampoula (chef de service), Yvette Reine Nzaba, Josiane Mambou Loukoula, Rock Ngassakys
Service Culture et arts : Bruno Okokana (chef de service), Rosalie Bindika
Service Sport : James Golden Eloué (chef de service)

LES DÉPÊCHES DU BASSIN DU CONGO :

Quentin Loubou (Coordination), Durly Emilia Gankama

RÉDACTION DE POINTE-NOIRE

Rédacteur en chef : Faustin Akono
Lucie Prisca Condhet N'Zinga, Hervé Brice Mampouya, Charlem Léa Legnoki, Prosper Mabonzo, Séverin Ibara
Commercial : Mélaïne Eta
Bureau de Pointe-Noire : Av. Germain Bikomat : Immeuble Les Palmiers (à côté de la Radio-Congo Pointe-Noire).
Tél. (+242) 06 963 31 34

RÉDACTION DE KINSHASA

Directeur de l'Agence : Ange Pongault
Chef d'agence : Nana Londole
Rédacteur en chef : Jules Tambwe Itagali-Coordonnateur : Alain Diasso
Économie : Laurent Essolomwa,
Société : Lucien Dianzenza, Aline Nzuzi
Culture : Nioni Masela
Sports : Martin Enyimo
Comptabilité et administration : Lukombo
Caisse : Blandine Kapinga
Distribution et vente : Jean Lesly Goga
Bureau de Kinshasa : 4, avenue du Port -

Immeuble Forescom commune de Kinshasa Gombé/Kinshasa - RDC -
Tél. (+243) 015 166 200

MAQUETTE

Eudes Banzouzi (chef de service)
Cyriaque Brice Zoba, Mesmin Boussa, Stanislas Okassou, Jeff Tamaff.

INTERNATIONAL

Directrice : Bénédicte de Capèle
Adjoint à la direction : Christian Balende
Rédaction : Camille Delourme, Noël Ndong, Marie-Alfred Ngoma, Lucien Mpama, Dani Ndongidi.

ADMINISTRATION ET FINANCES

Directrice : Lydie Pongault
Secrétariat : Armelle Mounzeo
Chef de service : Abira Kiobi
Suivi des fournisseurs :
Comptabilisation des ventes, suivi des annonces : Wilson Gakosso
Personnel et paie :
Stocks : Arcade Bikondi
Caisse principale : Sorrelle Oba

PUBLICITÉ ET DIFFUSION

Coordinatrice, Relations publiques : Mildred Moukenga
Chef de service publicité : Rodrigue Ongagna
Assistante commerciale : Hortensia Olabouré
Administration des ventes : Marina Zodialho, Sylvie Addhas

Commercial Brazzaville : Erhiade Gankama
Commercial Pointe-Noire : Mélaïne Eta Anto
Chef de service diffusion de Brazzaville : Guylin Ngossima
Diffusion Brazzaville : Brice Tsébé, Irin Maouakani, Christian Nzoulani
Diffusion Pointe-Noire : Bob Sorel Moubelé Ngono

TRAVAUX ET PROJETS

Directeur : Gérard Ebami Sala

INTENDANCE

Coordonnateur général: Rachyd Badila
Coordonnateur adjoint chargé du suivi des services généraux: Jules César Olebi
Chef de section Electricité et froid: Siméon Ntsayouolo
Chef de section Transport: Jean Bruno Ndokagna

DIRECTION TECHNIQUE (INFORMATIQUE ET IMPRIMERIE)

Directeur : Emmanuel Mbengué
Assistante : Dina Dorcas Tsoumou
Directeur adjoint : Guillaume Pigasse
Assistante : Marlaine Angombo

IMPRIMERIE

Gestion des ressources humaines : Martial Mombongo
Chef de service prépresse : Eudes Banzouzi
Gestion des stocks : Elvy Bombete
Adresse : 84, bd Denis-Sassou-N'Guesso, immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville - République du Congo

Tél. : (+242) 05 629 1317
eMail : imp-bc@adiac-congo.com

INFORMATIQUE

Directeur adjoint : Abdoul Kader Kouyate
Narcisse Ofoulou Tsamaka (chef de service), Darel Ongara, Myck Mienet Mehdi, Mbenguet Okandzé

LIBRAIRIE BRAZZAVILLE

Directrice : Lydie Pongault
Émilie Moundako Éyala (chef de service), Eustel Chrispain Stevy Oba, Nely Carole Biantomba, Epiphanie Mozali
Adresse : 84, bd Denis-Sassou-N'Guesso, immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville - République du Congo

GALERIE CONGO BRAZZAVILLE

Directrice : Lydie Pongault
Chef de service : Maurin Jonathan Mobassi.
Astrid Balimba, Magloire NZONZI B.

ADIAC

Agence d'Information d'Afrique centrale
www.lesdepêchesdebrazzaville.com
Siège social : 84, bd Denis-Sassou-N'Guesso, immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville, République du Congo
Tél. : 06 700 09 00
Email : regie@lesdepêchesdebrazzaville.fr
Président : Jean-Paul Pigasse
Directrice générale : Bénédicte de Capèle
Secrétaire général : Ange Pongault

ÉTATS-UNIS

Le Dr Denis Mukwege honoré par un programme scolaire

Développé par des étudiants stagiaires Echo, le programme scolaire «La justice n'est pas négociable» offre aux enseignants et aux étudiants un outil pour apprendre davantage sur les vertus du gynécologue congolais de 65 ans et prix Nobel de la paix 2018, sa vie et son travail.

Le médecin-directeur de l'hôpital général de Panzi, en RDC, le gynécologue Dr Mukwege, l'homme qui répare les femmes, a été immortalisé aux Etats-Unis d'Amérique, avec le programme scolaire hors du commun « La justice n'est pas négociable ». A en croire la radio Svein, cette année, avec l'adoption du gynécologue congolais qui venait de fêter ses 65 ans le 1er mars, le Dr Denis Mukwege, prix Nobel de la paix 2018, comme centre d'intérêt universitaire d'Echo 2019-2020, les étudiants stagiaires d'été d'Echo ont mis en œuvre le programme personnalisé dénommé «La justice n'est pas négociable ». Ce programme d'études d'Echo, note la source, sert d'outil d'apprentissage pour les enseignants et les élèves à travers différentes activités d'élèves; les chapitres sur la responsabilité mondiale d'intervenir aux massacres en RDC, à travers lequel un prix dénommé « Echo award against indifférence » sera accordé au meilleur étudiant. «Inspiré par l'engagement sans relâche du Dr Denis Mukwege à guérir les victimes de violences sexuelles, non seulement en tant que chirurgien qui répare le corps, mais aus-

si en tant qu'être humain qui s'approche de la médecine dans une perspective holistique en répondant aux blessures psychosociales avec soins et compassion », a expliqué la directrice d'Echo Foundation, Stephanie Ansaldo. Pour cette dernière, en effet, à travers ce programme scolaire, « les étudiants du monde entier apprendront l'exemple inégalable du Dr Mukwege à prendre soin des personnes selon leurs besoins; toutes les heures et tous les jours ». Ce programme, note Stephanie Ansaldo, vient répondre aux attentes des étudiants, notamment l'espace pour le cœur humain, en ces moments des turbulences où les gens sont souvent éloignés les uns des autres par l'extrémisme et la violence. Il répond également à la préoccupation de savoir comment prétendre nourrir la prochaine génération de dirigeants capables de créer une force puissante au milieu de la pauvreté, la guerre, la famine et l'angoisse ainsi que sur celle de la responsabilité collective à créer un monde compatissant qui honore et inclut tous. « Autant de questions que se pose cette institution américaine qui milite en faveur de la



Le Dr Denis Mukwege/DR

prévention », souligne-t-elle, indiquant que dans ce programme, il est également examiné des questions de genre et la culture de la violence sexuelle dans la société d'aujourd'hui. Alors que dans la troisième section du programme, il est étudié la responsabilité mondiale et le devoir de protéger. Le Programme est conçu, note la source, comme introduction officielle dans le programme d'études. Il prévoit un atelier facultaire offrant une formation professionnelle sur l'utilisation du programme

Echo et fournit aux enseignants les outils nécessaires pour l'intégrer dans la salle de classe en préparation de la Journée de l'humanité et du dialogue étudiant. « Les leaders étudiants de toute la région de Charlotte ont agi en tant que représentants-clés d'Echo et travaillent à promouvoir à la fois la Journée de l'humanité et le dialogue dans les écoles avec leurs pairs. En outre, ils ont servi de facilitateurs pour la programmation de la Journée de l'humanité. Les étudiants participants

ont été invités à assister à trois sessions de formation », a expliqué la radio Svein. A en croire ce média, pour le concours de dissertations, de poésie, d'art et de photographie, il y a des soumissions prévues dont l'objectif est la promotion de l'expression créative démontrant comment une personne peut faire une différence. Echo, note-t-il, propose des essais et de la poésie et un concours d'art et de photographie pour les élèves du secondaire.

« Étant donné un énoncé de défi reflétant des thèmes essentiels pour avoir un impact positif sur l'humanité, les élèves sont invités à répondre en utilisant leurs mots et leur art au service de la justice sociale », explique la radio. Dans sa réaction, le prix Nobel de la paix 2018, cité par radio Svein, a indiqué qu'

« une bonne éducation est la clé pour comprendre le monde ». Le Dr Denis Mukwege a rappelé le partage des valeurs communes avec Echo Foundation. Notant que « la justice ne sera jamais négociable peu importe le lieu ou la société », le médecin congolais qui a été à la base, par ses réclamations, de la remise sur la table du rapport Mapping a dit : « Nous ne pourrions pas nous taire. Le silence est une complicité ».

Lucien Dianzenza

PROGRAMME AGRICOLE DES PETITS EXPLOITANTS

L'Allemagne accorde 50 millions d'euros à la RDC

Le programme, qui cible cent quatre-vingt mille petits exploitants agricoles des provinces du Nord-Kivu et Sud-Kivu, sera exécuté par trois agences de l'ONU, à savoir l'Unicef, la FAO et le PAM.

Le financement octroyé à la RDC par le ministère fédéral allemand de la Coopération économique et du Développement par l'entremise de la Banque allemande de développement, vise à apporter une aide aux petits exploitants agricoles vivant dans les territoires de Walikale du Nord-Kivu et de Mwenga et Walungu du Sud-Kivu. Cet appui permettra ainsi aux agriculteurs de renforcer leur production agricole et leur gestion après la récolte afin de diversifier leurs activités productrices de revenus et d'améliorer la nutrition et les services sociaux de base. Ce qui contribuera à apporter la paix et la stabilité dans la région. Dans la mise en œuvre de ce projet quadriennal (2020-2023), chacune de trois agences onusiennes devra jouer un rôle lié à son mandat. C'est ainsi que le Programme alimentaire mondial (PAM), première organisation humanitaire de lutte contre la faim dans le monde, apportera au projet sa grande expérience dans le domaine de la distribution des produits de base, du traitement et du stockage après la récolte, de la commercialisation et de la nutrition. L'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agricultu-

re (FAO), quant à elle, fournira son expertise pour la protection et la restauration des moyens d'existence fondés sur l'agriculture ainsi que pour la cohésion sociale des populations. Pour sa part, l'Unicef apportera son expérience dans le domaine de la lutte contre la malnutrition grave aiguë, de l'assainissement et l'hygiène (Wash) et de la promotion de l'éducation pour la construction de la paix à tous les niveaux, avec une attention toute particulière pour les femmes et les enfants. Claude Jibidar, représentant du PAM en RDC soutient que son institution qui a fait du renforcement de la résilience des communautés l'objectif central de ses actions, est convaincu qu'une approche commune avec la FAO et le Fonds des Nations unies pour l'enfance (Unicef) peut apporter aux bénéficiaires une assistance plus complète et une formation professionnelle plus ample. «Le programme aidera à atténuer les effets dévastateurs des conflits et des chocs agricoles et climatiques, et il aidera les communautés à se construire un meilleur avenir», indique-t-il. Le représentant de la FAO en RDC, Aristide Ongone Obame,



L'agriculture est la clé de la sécurité alimentaire (Ph. Net)

affirme que le fait de renforcer la résilience est essentiel pour promouvoir une agriculture attentive à la nutrition, une cohésion sociale et un accès des populations vulnérables aux services sociaux de base. Sans sécurité alimentaire, poursuit-il, aucune paix n'est possible. Et d'ajouter : «L'approche intégrée du projet FAO-PAM-Unicef aidera à améliorer la sécurité alimentaire et la nutrition des communautés vulnérables». De l'avis d'Edouard Beigbeder, représentant de

l'Unicef en RDC., ce programme conjoint offre la possibilité de briser le cercle en renforçant la résilience afin que les ménages, les communautés et les systèmes nationaux soient mieux équipés pour prévenir et faire face à de tels chocs à l'avenir, selon des modalités qui contribuent au développement économique et social, préservent l'intégrité et protègent les enfants. C'est depuis 2017 que le gouvernement allemand appuie les activités de renforcement de la résilience

dans les provinces de Kivu avec une contribution de trente-cinq millions d'euros accordée à un programme conjoint FAO-PAM qui devrait se clôturer en 2020. Le nouveau programme s'inspirera du succès du premier qui a atteint plus de quatre-cent mille personnes. La mise en œuvre de ce projet contribuera au redressement du tissu socioéconomique des provinces du Nord-Kivu et Sud-Kivu détruit à la suite des longues années de conflits.

Blandine Lusimana

MAÏ-NDOMBE

Olpa réjouit de la libération des journalistes à Inongo

L'ONG exhorte les autorités de cette partie de la RDC à favoriser l'exercice de la liberté de presse sur toute l'étendue de la province.

L'organisation indépendante de défense et de promotion de la liberté de presse, Observatoire de la liberté de la presse en Afrique (Olpa), a pris acte de la libération de Blaise Mabala et Sébastien Manongo, respectivement journaliste indépendant et directeur des programmes à la station provinciale de la Radiotélévision nationale congolaise (RTNC/ Maï-Ndombe), émettant à Inongo.

L'ONG, qui a, par ailleurs, condamné l'interpellation des journalistes qu'elle a qualifiée d'injustifiée, a indiqué que cet acte constitue une atteinte grave à la liberté de presse garantie par la législation congolaise et les instruments juridiques internationaux relatifs aux droits de l'homme. Olpa exhorte, par voie de conséquence, les autorités provinciales de Maï-Ndombe à favoriser l'exercice de la liberté de la presse sur toute l'étendue de la province.

Il est, en effet, rappelé que Blaise Mabala et Sébastien

Manongo ont été libérés, le 29 février, dans la soirée, après un jour de détention au cachot du Camp militaire d'Inongo. Les deux journalistes, précise Olpa, ont été interpellés, le 28 février, après avoir été invités à l'Agence nationale des renseignements (ANR/Inongo). A en croire cette ONG indépendante de défense et de promotion de la liberté de presse, cette invitation était consécutive à une plainte déposée par le directeur adjoint de cabinet du gouverneur Paul Mputu de la province de Maï-Ndombe, Willy Nseliki, qui accuse ces professionnels de médias d'avoir tenu des propos injurieux à l'endroit de l'autorité provinciale.

Lors de leur audition, précise cette association, les journalistes ont été inculpés d'injures publiques et de dénonciations calomnieuses pour avoir diffusé, le 25 février, sur les antennes de ce média public, une émission intitulée « Galaxi », au cours de laquelle Blaise Mabala a fait un état des lieux de la gestion du gouvernement provincial et a analysé la mise en congé verbale des agents du gouvernorat par le gouverneur de province.

Lucien Dianzenza

BOXE

Kuvesa « Baja » défie le Sud-Africain Thulani Mbenge pour la ceinture ABU/WBC

Evoluant en Afrique du Sud depuis 2018, le boxeur Mardochée Kuvesa Katembo, alias « Baja », va affronter le Sud-Africain le plus populaire du pays, Thulani Mbenge, pour la ceinture ABU/WBC.

Un pugiliste congolais sera sur le ring, le 28 mars, à Riviera of the Vall, à une heure de Johannesburg en Afrique du Sud, face à un Sud-Africain pour la ceinture African Boxing Union (ABU) de la World Boxing Council (WBC). Il s'agit de Mardochée Kuvesa Katembo qui affrontera le sud-africain Thulani Mbenge dans la catégorie poids welters (mi-moyens). Selon son manager Patrick Bonyeme de l'écurie Bonyeme Boxing Promotions basé en Afrique du Sud, ce combat est une belle opportunité pour le Congolais Kuvesa. Il va se mesurer à un ancien champion du monde de la version anglaise International boxing organization (IBO) 2018-2019.

Thulani Mbenge a perdu ce titre en juin 2019 en Allemagne face au boxeur germanique Sebastien Formella, battu aux points. Avec ses quinze victoires et une défaite en seize combats, Thulani Mbenge se présente en favori face à Kuvesa, le Sud-Africain ayant aussi détenu le titre WBC International de 2018 à 2019 avant de le laisser vacant.



Le poids welter congolais Mardochée Kuvesa Katembo «Baja» Kuvesa et Thulani Mbenge

Boxeur le plus populaire d'Afrique du Sud, il a aussi été plébiscité meilleur sportif de l'année en 2018 et en 2019, et médaillé de bronze aux jeux du Commonwealth à Glasgow en Ecosse en 2014. Thulani Mbenge figure dans le top 20 de meilleurs boxeurs du monde de sa catégorie.

En Afrique du Sud depuis 2018, Mardochée Kuvesa Katembo a disputé trois combats dont deux victoires face à l'Ukrainien Vladyslav Baranov à Pretoria, et face au Sud-africain France Ramabolu à Turfontein (Johannesburg). Lors de son dernier combat, il a fait match nul, en septembre 2019 à Accra pour la ceinture WBO Africa, face au Ghanéen Obodai Sai. Mais il

a un total de treize victoires, deux défaites et un nul.

En six mois, cet ancien pugiliste du Boxing Club Moto de la commune de Ngiri-Ngiri à Kinshasa (où il évoluait avec Landry Matete Balo actuel champion du Congo des milourds) va disputer deux combats à ceinture. En cas de victoire le 28 mars prochain, Kuvesa entrera de fait dans le top 15 de meilleurs boxeurs du monde de sa catégorie, assure Patrick Bonyeme. Les deux boxeurs ont eu leur premier contact le mardi 3 mars à la conférence de presse annonçant le combat du 28 mars en Afrique du Sud.

Martin Enyimo

DISPARITION

Les entraîneurs Fanfan Epoma et Nicodème Kabamba ont tiré leur révérence

Le monde congolais du football est endeuillé avec la disparition deux techniciens de football.

La nouvelle est tombée dans la soirée de lundi 2 mars. L'ancien entraîneur du Daring Club Motema Pembe (DCMP), Fanfan Epoma Bolenge est décédé à la suite d'un malaise, a-t-on rapporté. Il s'en va à l'âge de 64 ans. Cet ancien latéral très bouillant sur son flanc de l'AS Bilima (aujourd'hui Dragons) s'est exilé pendant quelque temps en Europe où il a obtenu son diplôme d'entraîneur après sa carrière de footballeur. Fino Stars ou encore Tour du monde pour les intimes a entraîné plusieurs clubs au pays parmi lesquels Les Stars, l'AC Dragons, DCMP, Sanga Balende, Mont Bleu de Bunia dans l'Ituri, MK, Rojolu, etc. Il a aussi apporté son savoir à Diables noirs de Brazzaville. Son passage dans DCMP a été mémorable, ayant imprimé sa touche et son penchant pour le beau jeu. Cela lui a valu le surnom de l'homme de « Toro », pour le football champagne et de conserva-



Fanfan Epoma

tion de balle en référence au FC Barcelone sous l'entraîneur Pep Guardiola. Malgré cela, DCMP a été écarté des seizièmes de finale de la Coupe de la Confédération par Lydia Ludic du Burundi. Et Fanfan Epoma a été démis après une année. Il s'est ensuite retrouvé chez Sa Majesté Sanga Balende, club qu'il a réussi à ramener en Compétition africaine interclubs en 2013.

A l'annonce de son décès, des hommages lui ont été rendus sur réseaux sociaux. Ancien entraîneur du DCMP et ancien sélectionneur intérimaire des Léopards A de

la RDC et des Léopards U20, Otis N'goma Kondi a écrit : « C'est avec une immense tristesse que j'ai appris la triste nouvelle de ta disparition... frerot de Mavoula (Brazza) la distance et le temps n'effaceront pas ton image de ma mémoire, Fino Stars. Toutes mes pensées t'accompagnent, qu'Allah t'accorde sa miséricorde et t'accueille dans son vaste jardin... Repose en paix, le guerrier et continue de veiller sur tes proches de là-haut ». Ayant appris à partir de Belgique, l'ancien entraîneur du FC Renaissance du Congo, Franklin Kimbongila a réagi :

« Je suis triste. Je parlais avec lui presque chaque jour. Même la veille de sa mort ». «Le comité directeur de Football Club Orange a la profonde douleur d'annoncer au mouvement sportif, aux amis et connaissances le décès ce lundi 2 mars 2020, de Monsieur Epoma Bolenge (ancien footballeur de AS Bilma) et premier entraîneur du FC Orange, entraîneur en activité, connu



Nicodème Kabamba

sous le sobriquet de « Fino stars », « Tour du monde », Fanfan, ... », indique un communiqué du club FC Orange dirigé par Max Mayaka et signé par le secrétaire du club Jado Nlandu Mbodo.

Ancien joueur international et ancien entraîneur de football, Nicodème Kabamba wa Kabengu, alias Serpent de rail, a quitté le monde des vivants le vendredi 28 février 2020 à Kinshasa à l'âge de 83 ans après une longue maladie. Ancien champion d'Afrique des Léopards en 1968, Nicodème a joué à l'US Panda de Likasi, avant d'évoluer au Daring Club Motema Pembe

et de partir pour le Standard de Liège en Belgique de 1959 à 1963. Surnommé Serpent de rail lorsqu'il évoluait au Katanga, il a été de la campagne des Léopards en Ethiopie pour le sacre continental, disputant trois matchs de la phase des groupes, auteur de deux buts contre le Congo Brazzaville, mais il n'avait pas joué la demi-finale et la finale. Il a été international de 1965 à 1969. Au moment du tournoi africain en 1968, Nicodème Kabamba était sociétaire du CS Imana actuel DCMP.

Il a ensuite été entraîneur de football de 1973 à 2003, étant même sélectionneur adjoint des Léopards lors du sacre de la CAN en 1974 en Egypte, le Yougoslave Vidinic était le sélectionneur principal. Surnommé aussi le Géomètre, Nicodème Kabamba wa Kabengu a entraîné SCOM Miki-shi, FC Saint-Eloi Lupopo, DCMP et du TP Mazembe. En 2013, il a été récompensé du trophée sur l'honneur (récompensant un ancien footballeur), dans le cadre des Trophées FIFPro-Congo.

M. E.

CORONAVIRUS

Le gouvernement restreint les missions officielles à l'étranger

La ministre en charge de la Santé, Jacqueline Lydia Mikolo, a annoncé la mesure sur la restriction des missions officielles à l'extérieur lors d'un échange avec le corps diplomatique, le 4 mars à Brazzaville.

En dehors des mesures de prévention déjà prises pour éviter l'importation du coronavirus, le gouvernement a adopté en conseil de cabinet, le 4 mars, le plan national de riposte dans lequel d'autres mécanismes de prévention sont définis. « Les missions à l'étranger sont réduites au strict minimum. Il y a des demandes de visas qui seront annulées ou ajournées », a indiqué la ministre Jacqueline Lydia Mikolo d'adressant aux diplomates.

Le plan dont il est question repose essentiellement sur neuf axes parmi lesquels la coordination, la surveillance, l'intervention rapide, la détection précoce des cas et la prise en charge, le contrôle de l'infection, la communication sur les risques, l'engagement communautaire. Le coût préparatoire dudit plan est estimé à plus d'un milliard de francs CFA, a expliqué la ministre en charge de la Santé.

En rappel, lors d'un point de presse le 2 mars, la ministre Jacqueline Lydia Mikolo avait fait état de quelques mesures à observer. « Nous recommandons aux ressortissants congolais de ne pas se rendre dans les zones d'épidémie sauf nécessité impérieuse ; d'éviter tout contact direct avec des personnes présentant des signes de grippe ou de difficulté respiratoire », avait-elle déclaré.

Rominique Makaya



La ministre en charge de la Santé au centre annonçant les nouvelles mesures

L'ONU octroie 15 millions de dollars aux pays vulnérables

Pour aider les pays vulnérables et renforcer les stratégies de lutte contre la propagation du coronavirus, l'ONU a débloqué, le 3 mars, une somme de quinze millions de dollars en faveur des pays ayant un système de santé faible.

L'aide qui vient du Fonds central pour les interventions d'urgence (CERF) fait suite à l'appel de fonds lancé récemment par l'Organisation mondiale de la santé (OMS). Ce financement sera versé à l'OMS et au Fonds des Nations unies pour l'enfance (Unicef). Il servira à financer des activités essentielles comme l'analyse continue de la propagation du virus, les enquêtes sur les cas et le travail des laboratoires nationaux.

« L'augmentation subite du nombre de cas en Italie, en République de Corée et en République islamique d'Iran est extrêmement préoccupante. Il y a maintenant des cas liés à l'Iran au Bahreïn, en Iraq, au Koweït et en Oman ainsi que des cas liés à l'Italie en Algérie, en Allemagne, en Autriche, en Croatie, en Espagne et en Suisse », a déclaré l'OMS, en spécifiant que cette aide est une réponse favorable aux inquiétudes présentées par l'institution sanitaire mondiale quant au risque mondial que représente l'épidémie de COVID-19. D'autant plus, ce risque était devenu très élevé. « Rien n'indique encore que le virus se propage librement. Tant qu'il en est ainsi, nous avons encore une chance de l'endiguer », a souligné le secrétaire général adjoint de l'ONU aux affaires humanitaires et coordonnateur des secours d'urgence, Mark Lowcock avant d'insister sur le fait que les Etats doivent prendre des mesures rapides et efficaces pour détecter les cas sans retard, isoler et soigner les malades ainsi que repérer les contacts. « Il faut agir maintenant pour éviter que le virus ne mette d'autres personnes en danger. Cette subvention du fonds d'urgence de l'ONU aidera les pays dont le système de santé est fragile à renforcer les opérations de détection et de riposte. Elle peut sauver la vie de millions de personnes vulnérables », a ajouté, Mark Lowcock.

Pour le responsable de l'OMS, Tedros Adhanom Ghebreyesus, l'humanité est à un stade crucial de l'épidémie. Ainsi, la priorité est de juguler la COVID-19 en renforçant la surveillance, en menant des enquêtes approfondies pour recenser les contacts et en appliquant des mesures adéquates pour éviter que le virus ne continue à se propager. « Le souhait est que le virus ne se propage pas dans des pays dont le système de santé est faible. C'est l'une de nos plus grandes préoccupations. Ces crédits vont permettre d'aider ces pays à se tenir prêts pour repérer et isoler les cas, protéger les agents de santé et traiter les malades avec dignité en leur prodiguant des soins adéquats. On pourra ainsi sauver des vies et faire reculer le virus », a-t-il déploré. Réagissant de son côté, la directrice exécutive de l'Unicef, Henrietta Fore, a reconnu qu'à ce moment charnière, tout doit être mis en œuvre pour faire refluer l'épidémie. « Cette aide cruciale de l'ONU contribuera à financer l'action que nous menons au niveau mondial pour renforcer les systèmes de santé faibles et informer les enfants, les femmes enceintes et les familles sur les moyens de se protéger », a conclu Henrietta Fore.

Rock Ngassakys

La Banque mondiale accorde 12 milliards de dollars aux pays en développement

Ce premier financement servira à apporter un appui rapide aux pays en proie aux conséquences sanitaires et économiques de l'épidémie. Il devrait aussi aider les pays membres de l'institution à prendre des mesures efficaces pour faire face et, si possible, atténuer les conséquences tragiques de cette maladie, selon un communiqué de la Banque mondiale publié le 4 mars.

Le programme prévoit le décaissement de douze milliards de dollars, dont huit milliards de dollars répartis de la manière suivante : jusqu'à 2,7 milliards de dollars de nouveaux financements de la Banque internationale pour la reconstruction et le développement (BIRD); 1,3 milliard de dollars de l'Association internationale de développement (IDA), complétés par la réaffectation de deux milliards de dollars du portefeuille existant de la Banque et six milliards de dollars de la Société financière internationale (IFC), dont deux milliards de dollars provenant d'instruments commerciaux existants.

Avec ce financement, la Banque mondiale estime que « les pays en voie de développement pourront renforcer leurs systèmes sanitaires en améliorant l'accès aux services de santé dans le but de protéger les populations de l'épidémie ; renforcer la surveillance de la maladie ; intensifier des interventions de santé publique et collaborer avec le secteur privé afin de minimiser les répercussions de l'épidémie sur les économies ».

Le programme comprendra également des services de conseil et une assistance technique s'appuyant sur l'expertise mondiale et les connaissances de l'institution spécifiques aux pays.

La subvention couvrira un ensemble d'interventions

Ainsi, l'appui fourni par la Banque mondiale couvrira un ensemble d'interventions visant à renforcer les services de santé, à encourager le suivi de la maladie et la diffusion de comptes rendus, à former les agents de santé de première ligne, à promouvoir la participation citoyenne afin de maintenir la confiance du public et à améliorer l'accès des malades les plus pauvres au traitement. La Banque fournira aussi des services de conseil et d'assistance technique censés faciliter l'accès des pays à l'expertise mondiale.

De son côté, la Société financière internationale (IFC) collaborera avec les clients des banques commerciales pour développer le financement du commerce et les lignes de fonds de roulement. L'IFC soutiendra également directement ses entreprises clientes, en se concentrant sur des secteurs stratégiques tels que les équipements médicaux et les produits pharmaceutiques, afin de soutenir les chaînes d'approvisionnement et de limiter les risques de perte.

Les solutions ainsi envisagées s'inspireront des enseignements tirés d'événements antérieurs similaires avec pour but la réduction au minimum des conséquences négatives du co-

ronavirus à l'échelle mondiale, sur le double plan économique et social. « Nous nous efforçons d'apporter une réponse rapide et modulable, basée sur les besoins des pays en développement, pour faire face à la propagation de COVID-19. Cela comprend des financements d'urgence, des services de conseil et une assistance technique, basés sur les instruments et l'expertise existants du Groupe de la Banque mondiale afin d'aider les pays à répondre à la crise », a déclaré David Malpass, président du Groupe de la Banque mondiale. Ce financement mixte est composé des ressources de l'IDA, de la BIRD et de l'IFC et coordonné à l'échelle mondiale. Enfin, il faut noter que les niveaux de risque et de vulnérabilité face au Coronavirus varient d'un pays à l'autre, l'appui apporté aux uns et aux autres seront tout aussi différenciés. Le Groupe de la Banque mondiale ciblera en priorité les pays les plus pauvres ainsi que ceux les plus à risque et dépourvus de capacités suffisantes. Il adaptera son intervention et les modalités d'allocation de ses ressources, s'il y a lieu, en fonction de la propagation de la maladie et de l'évolution de ses effets. Actuellement, plus de soixante pays dans le monde sont touchés par le Coronavirus.

Yvette Reine Nzaba

FMI

Antoinette Sayeh, une Africaine nommée Numéro 2 du fonds

Antoinette Sayeh est une «Working Girl», une économiste de haut vol, gestionnaire et négociatrice de talent. Des qualités avérées partout où elle a eu des responsabilités, au Liberia, son pays d'origine, au Fonds monétaire international (FMI) ou encore à la Banque mondiale (BM). Parcours.

Antoinette Sayeh, est le prochain directeur adjoint du FMI. C'est la grande promotion du genre, mais surtout "une femme capable", née le 12 juillet 1958 à Monrovia au Liberia. Après des études primaires et secondaires, elle part aux Etats-Unis où elle obtiendra un doctorat en relations économiques internationales de la Fletcher School of Law and Diplomacy, de l'université Tufts, en 1985.

De retour au Liberia, elle est engagée au ministère des Finances et de la Planification en tant que conseillère économique jusqu'au moment où éclate la première guerre civile. Elle quitte le pays et rejoint la Banque mondiale. Elle sera missionnée dans plusieurs pays comme le Bénin, le Togo, le Niger et le Pakistan.

En janvier 2006, lorsque Ellen Johnson Sirleaf prend le pouvoir au Liberia dans une situation économique désastreuse, elle est nommée ministre des Finances après 17 ans à l'international.

Elle sera chargée de la gestion de la dette et de la crise d'Ebola. Au bout de deux années de réformes et de dialogue avec le FMI et la Banque africaine de développement, elle réussit à apurer une dette d'environ 4 milliards de dollars, ce qui rend le pays éligible à l'Initiative en faveur des pays pauvres très endettés (PPTE). Cet épisode fera d'elle le relai du FMI en Afrique, en pleine crise d'Ebola, en 2014.

Sa fermeté dans l'affaire de la dette cachée mozambicaine, ou face à la crise subie par la CEMAC après 2015 lui donneront une réputation de gestionnaire rigoureuse. Elle quitte le FMI en 2016, et rejoint le Centre pour le développement mondial (CGD), un groupe de réflexion à but non



Antoinette Sayeh

lucratif basé à Washington, D.C, tout en collaborant avec la BM. Antoinette Sayeh est la première femme directrice Afrique du FMI et désormais première femme africaine à devenir directrice générale adjointe de l'organisation.

Noël Ndong

GOLFE DE GUINÉE

Un porte-conteneurs allemand attaqué au large du Nigeria

Le Maersk Tema, un porte-conteneurs allemand, a été attaqué au large des côtes nigérianes, par un groupe pirate composé de deux petits bateaux rapides à moteur.

Le Maersk Tema, battant pavillon des îles Marshall, filait au large de São Tomé dans le golfe de Guinée, venant de Pointe-Noire au Congo vers Lagos au Nigeria, quand il détecte l'approche suspecte d'une embarcation. Le porte-conteneurs se trouve alors à 185 km au Nord-Ouest de Sao Tomé, selon le rapport fourni aux autorités maritimes. L'équipage était composé de vingt et un membres. Dix-sept se replient dans la citadelle, pendant que le capitaine et trois autres membres effectuent «des manœuvres de déception», par exemple naviguer en zigzag, visant à empêcher l'abordage du navire.

Les pirates parviennent tout de même à monter à bord. L'équipe encore présente à la passerelle et le capitaine «rejoignent alors rapidement la citadelle». Le capitaine alerte immédiatement le MDAT-GoG (Maritime Domain Awareness for Trade - Gulf of Guinea) à Brest en France. La cellule de crise de l'armateur missionne un navire de sécurité nigérian. Tandis que le MICA Center déclenche l'appareillage du patrouilleur portugais Zaïre en fin de mission de formation des garde-côtes à Sao Tomé-et-Principe. Alors que le navire nigérian arrive, les pirates ont déjà fui. Les marins montent à bord et ne trouvent aucune activité suspecte. L'équipage sort de la citadelle et reprend le commandement du navire. Aucune victime n'est à déplorer. On ne connaît pas le sort des pirates, qui sont toujours recherchés.

N.Nd.

IATA
HARIOM TRAVELS
Agence de VOYAGES et de TOURISME

- Vente de Billets d'avion
- Assistance voyage
- Visas
- Reservation Hôtels
- Location de voitures

SÉJOUR TOURISTIQUE À **DUBAI**

POINTE NOIRE: Tél.: +242 05 555 55 79 - 04 485 09 09
E-mail: salespnr@hariomtravels.net
BRAZZAVILLE : Tél.: +242 05 302 67 86 - 04 431 03 50
E-mail: salesbzbv@hariomtravels.net
www.hariomtravels.net

Le monde est à vous

HARIOM TRAVELS
Agence de Voyage & Tourisme

Visitez
les pays de vos Rêves avec nous

Billet + Hôtel + Loisirs
nous faisons de votre séjour une expérience inoubliable

Pointe-Noire (Rép. du Congo) ☎ + (242) 05 555 55 79 - 04 485 09 09 ✉ salespnr@hariomtravels.net
Brazzaville (Rép. du Congo) ☎ + (242) 05 302 67 86 - 04 431 03 50 ✉ salesbzbv@hariomtravels.net
www.hariomtravels.net

CAPITAL HUMAIN

Chaque dollar investi dans les repas scolaires peut rapporter 20 dollars

«Les investissements dans le capital humain par le biais de programmes de santé et de nutrition scolaires sont très rentables et s'étendent au-delà de la cour d'école», selon le Programme alimentaire mondial (PAM) à l'occasion de la Journée africaine de l'alimentation scolaire.

Pour le directeur exécutif du PAM, David Beasley, «investir dans la prochaine génération est un investissement dans notre avenir commun. Nous voyons comment les programmes d'alimentation scolaire changent la vie de millions de personnes en Afrique et dans le monde - en particulier les filles - et libèrent leur potentiel». En effet, en plus de profiter aux écoliers, les programmes de repas scolaires locaux sti-

mulent les économies rurales et locales, aidant les petits exploitants agricoles à trouver de nouveaux marchés pour leurs produits, notamment les femmes. Elles gagnent un revenu en préparant des repas pour les enfants.

De plus en plus de pays africains ont fait de l'alimentation scolaire une priorité nationale. Plus de 30 millions d'enfants bénéficient désormais de programmes d'alimentation scolaire sur tout

le continent. Surtout les pays d'Afrique d'obédience anglophone. Le Ghana, le Malawi, le Kenya et le Zimbabwe, l'Afrique du Sud et le Nigéria. Rien qu'en Afrique de l'Ouest, 500 millions de dollars sont investis par an dans l'alimentation scolaire. «Les repas scolaires garantissent que les enfants sont en bonne santé et bien nourris, ce qui leur permet d'aller à l'école, d'apprendre, de s'épanouir et

de réaliser leur potentiel en tant qu'adultes», indique l'agence onusienne.

D'après une étude de l'Université de Harvard, chaque dollar dépensé dans un programme de repas scolaires peut rapporter jusqu'à vingt dollars. Toutefois, le PAM signale qu'aujourd'hui sur les 73 millions d'écoliers dans le monde qui se rendent à l'école le ventre vide, la grande majorité - 61 millions - se trouvent en Afrique. Le

PAM vient de lancer une nouvelle stratégie en matière d'alimentation scolaire qui se concentre sur les 73 millions d'enfants qui ne bénéficient d'aucun soutien en matière de santé ou de nutrition à l'école. Outre des repas nutritifs, les écoliers bénéficieront d'interventions essentielles en matière de nutrition et de santé, telles que des vaccins, des vermifuges et des services d'eau, d'assainissement et d'hygiène.

Noël Ndong

AFRIQUE

Où investir en 2020?

L'Afrique du Nord et l'Afrique australe sont les deux régions du continent où il est mieux d'investir en 2020, selon Rand Merchant Bank (RMB).

RMB se fonde avant tout sur la taille des économies et la croissance prévisionnelle pour les meilleures perspectives. En tête, l'Égypte avec une croissance à +5,49%, un PIB de 260 milliards de dollars et un marché de cent millions d'habitants. Elle est suivie par le Maroc (+4%), qui détrône la deuxième place à l'Afrique du Sud, qui reste toutefois, la deuxième plus importante économie du continent. Mais elle est pénalisée par les difficultés de ses grandes entreprises et les problèmes du secteur électrique, une croissance d'à peine 1%, mais avec un secteur financier solide.

Outre ces trois pays, le rapport cite dans l'ordre le Kenya, le Rwanda, le Ghana, la Côte d'Ivoire, le Nigeria, l'Éthiopie et la Tunisie. Certains pays ont réussi à gagner plusieurs places dans le classement. C'est le cas, notamment, de Djibouti qui passe de la 44e position à la 34e position, du Mozambique qui occupe le 22e rang, contre le 30e, ou la Guinée qui a réussi à gagner 7 places, passant de la 33e à la 26e position. La Mauritanie, le Togo et Niger ont également progressé chacun de cinq places dans le classement 2020.

Parmi les pays qui reculent, figurent la Tanzanie (de onze places), le Soudan et la Libye qui régressent de huit places. RMB conseillent, mais à tort, aux investisseurs d'éviter le Soudan du Sud, le Liberia, le Burundi et la Guinée équatoriale. Les champions de la croissance dans les années à venir seraient le Sénégal (12e du classement) qui pourrait voir son PIB s'améliorer de 8,2% entre 2019 et 2024, suivi par le Rwanda (7,9% entre 2019 et 2024) et l'Éthiopie (7,2%).

N.Nd.

DIFFÉREND GABON/GUINÉE ÉQUATORIALE

La médiation de l'ONU aboutit à un règlement pacifique

A l'issue d'un processus de médiation des Nations unies, le Gabon et la Guinée équatoriale ont conclu un accord visant à soumettre leur différend frontalier à la Cour internationale de justice (CIJ).

Le Gabon et la Guinée équatoriale étaient représentés respectivement par leurs ambassadeurs Michel Xavier Biang et Anatolio Ndong Mba. Les deux pays, membres de la Communauté économique et monétaire des États de l'Afrique centrale (Cémac), se sont accordés pour régler leur différend frontalier devant la Cour internationale de justice (CIJ) à la Haye, aux Pays-Bas.

Le Gabon et la Guinée équatoriale partagent une frontière terrestre et maritime. Le différend frontalier de deux décennies porte sur la frontière maritime dans la baie de Corisco, sur l'île de Mbanié. «Aujourd'hui, nous célébrons la fin réussie d'un processus de médiation aux Nations unies, dont l'objectif était de faciliter une solution pacifique au différend frontalier prolongé entre la République gabonaise et la République de Guinée équatoriale», s'est félicité le secrétaire général de l'ONU, Antonio Guterres.

«Par cet échange de notifications, les parties ont confirmé leur volonté de rechercher un règlement judiciaire, en plaçant leur confiance en la Cour internationale de justice pour trouver une solution juste et durable à leur différend», a-t-il ajouté, avant de féliciter les deux pays pour la «volonté politique, le courage et la persévérance» dont ils ont fait preuve dans l'accomplissement de leurs processus internes respectifs pour l'entrée en vigueur du compromis.

N.Nd.

CRISE LIBYENNE

Le Congo abrite une nouvelle réunion

Le sommet du groupe de contact de l'Union africaine sur la Libye aura lieu le 12 mars à Oyo, dans la Cuvette, sur initiative du chef de l'État, Denis Sassou N'Guesso, président du Comité de haut niveau de l'UA.

En prélude à cette rencontre, le ministre des Affaires étrangères, de la Coopération et des Congois de l'étranger, Jean Claude Gakosso, a entamé un périple africain pour mener les consultations préparatoires. Cette tournée africaine s'inscrit dans le cadre de la mise en œuvre du plan d'action de l'Union africaine sur la préparation de la conférence de réconciliation nationale inter-libyenne inclusive approuvée par la conférence de Berlin. Une occasion pour le ministre des Affaires étrangères de réitérer l'invitation du président Denis Sassou N'Guesso aux chefs d'État, membres du groupe de contact pour la Libye, à prendre part à la rencontre d'Oyo.

En Algérie, le chef de la diplomatie congolaise et le président Abdelmadjid Tebboune ont longuement échangé sur le conflit libyen, avant de faire le tour d'horizon de la Coopération bilatérale entre les deux pays. Le chef de l'État algérien a, en outre, félicité son homologue congolais pour sa détermination et son engagement à trouver une issue pacifique à la crise libyenne. Pour le chef de l'État algérien, «la rencontre d'Oyo est un moment de réflexion approfondie sur le dialogue inter libyen». «L'Afrique s'est engagée à Berlin à organiser une grande conférence inclusive. Nous sommes entraînés de travailler sur ce sujet. Une réunion qui regroupe l'Algérie, l'Égypte, et d'autres pays voisins de la Libye, mais aussi l'Afrique du Sud, le Tchad et le Congo, à travers son président Denis Sassou N'Guesso qui dirige le comité de haut niveau», a déclaré, pour sa part, Jean Claude Gakosso. En visite à

Alger, le secrétaire général de la Ligue arabe s'est entretenu également avec le ministre congolais des Affaires étrangères. Jean-Claude Gakosso et Ahmed Aboul-Gheit ont notamment évoqué la situation en Libye. Le chef de l'exécutif de la Ligue arabe s'est dit disposé à soutenir les initiatives du président de haut niveau de l'Union africaine sur la Libye.

En Égypte, Jean-Claude Gakosso et le président Abdel Fattah al-Sissi se sont accordés sur la nécessité de trouver une issue afin de mettre fin au conflit libyen, en dépit de la situation difficile sur le terrain, accentuée par la démission, le 2 mars, de Ghassan Salamé, l'envoyé spécial des Nations unies pour la Libye. Les deux personnalités ont affiché leur optimisme quant à la réussite de ce sommet. Le rôle de l'UA dans la gestion du dossier libyen, après la démission de l'envoyé spécial des Nations unies pour la Libye Ghassan Salamé, et à quelques jours d'une nouvelle réunion du comité de haut niveau de l'Union africaine sur la Libye au Congo, certains pays africains espèrent que cette démission va permettre à l'Afrique de jouer un plus grand rôle dans le dossier libyen. Un diplomate tchadien a indiqué que la démission de Ghassan Salamé «pourrait permettre de mieux prendre en compte les suggestions de l'Union africaine sur le sujet, et amener à la nomination d'un émissaire commun à l'Union africaine et les Nations unies, l'une des demandes du continent». «Ghassan Salamé était insensible au rôle de l'Afrique dans le processus de paix», regrette-t-il.

Au Niger, un autre diplomate a déclaré que l'Union africaine est la mieux placée pour faire avancer le processus de paix en Libye. «L'UA n'a pas d'agenda politique dans ce pays, et les médiations africaines ont montré leur efficacité, comme au Soudan», a-t-il souligné. Selon lui, les déclarations du secrétaire général de l'ONU en février montrent qu'une coopération est possible. António Guterres avait alors appuyé la proposition de l'UA d'organiser un grand forum inter-libyen de réconciliation. Rappelons que le chef de l'État congolais, Denis Sassou N'Guesso, président du Comité de haut niveau de l'UA sur la Libye, avait déjà plaidé, le 6 janvier dernier à Brazzaville, pour que l'Afrique ne soit pas marginalisée dans la résolution de la crise libyenne, qualifiant d'«inefficace» tout règlement qui ne tiendrait pas compte du continent. Estimant que «toute stratégie de règlement de la crise libyenne tendant à marginaliser le continent africain pourrait se révéler complètement inefficace et contre-productive», Denis Sassou N'Guesso avait déclaré que cela était possible pour la simple raison que «la Libye est un pays africain» et que «les victimes du conflit libyen sont essentiellement en Afrique».

En proie à des luttes d'influence, la Libye est plongée dans le chaos depuis la chute du régime de Mouammar Kadhafi en 2011. Deux autorités se disputent son contrôle : le GNA reconnu par l'ONU et le pouvoir de l'est ayant un gouvernement et un parlement acquis au maréchal Khalifa Haftar.

Yvette Reine Nzaba

JOURNÉE DE LA VIE SAUVAGE

Antonio Guterres appelle à une relation plus attentionnée avec la nature

« Nous dépendons de la Terre-Mère pour survivre », a déclaré le chef de l'ONU dans un message pour la Journée mondiale de la vie sauvage célébrée chaque année le 3 mars.

Antonio Guterres a plaidé pour « une relation plus bienveillante, réfléchie et durable avec la nature », car l'humanité est tissée dans « la riche tapisserie de la vie qui compose la diversité biologique de notre monde », et « toutes les civilisations humaines ont été et continuent d'être construites sur l'utilisation d'espèces de flore et de faune sauvages et cultivées, de la nourriture que nous mangeons et à l'air que nous respirons ». Or le constat est accablant. Aujourd'hui, près d'un quart de toutes les espèces de la planète risquent de disparaître au cours des prochaines décennies. « Il semble que l'humanité ait oublié à quel point nous avons besoin de la nature pour notre survie et notre bien-être », a déploré le secrétaire général de l'ONU. Alors que la population mondiale et ses besoins continuent de croître, les gens insistent pour exploiter les ressources naturelles, de manière non durable, a-t-il ajouté.

Le Groupe intergouvernemental d'experts sur la biodiversité et les services écosystémiques soulignait en 2019 combien le taux mondial actuel d'extinction des espèces est endémique, et s'accélère à un rythme exponentiel. « En surexploitant la faune, les habitats et les écosystèmes, l'humanité met en danger à la fois elle-même et la survie d'innombrables espèces de plantes et d'animaux sauvages », a rappelé le chef de l'ONU. Il exhorte en cette Journée mondiale de la vie sauvage « chacun à se rappeler notre devoir de préserver et d'utiliser durablement la grande variété de la vie sur la planète » et « à Pousser pour une relation plus attentionnée, réfléchie et durable avec la nature. Un monde de biodiversité florissante fournit les bases dont nous avons besoin pour atteindre nos Objectifs de développement durable d'un monde de dignité et d'opportunités pour tous sur une planète saine ». Le thème de la Journée mondiale de

la vie sauvage 2020 était : « Soutenir toute vie sur Terre ». Il englobait toutes les espèces animales et végétales sauvages en tant que composante de la biodiversité. Une occasion de sensibiliser au sort de la nature, de la faune pour le bien-être humain et de la planète », selon Inger Andersen,

directrice exécutive du Programme des Nations unies pour l'environnement. « Près d'un million des huit millions d'espèces sur notre planète sont menacées d'extinction », a-t-elle souligné. Ivonne Higuero, secrétaire générale de la Convention sur le commerce

international des espèces de faune et de flore sauvages menacées d'extinction a rappelé que « chaque pièce du puzzle de la vie est essentielle et perdre même la plus petite de ces pièces nous laisse, et la planète entière, plus pauvre ».

Noël Ndong



8 Mars 2020

Fête des femmes

Buffet Spécial



Salade de blanc poulet grillé, à l'avocat, tomate, laitue, concombre et parmesan
Salade de pommes de terre aux saucisses

Rôti de bœuf aux légumes
Brochettes de poulet, sauce provençale
Poisson likouf grillé, sauce aubergines

Légumes mixtes
Saka-Saka
Riz blanc
Bananes frites
Manioc
safou
Pain

Salade de fruits
Tiramisu au fromage blanc
Tartes aux pommes crumble

15.000 FCFA/pax




OSE!

JOURNÉE INTERNATIONALE DES DROITS DE LA FEMME

CONTRE LE HARCELEMENT

DE 10H00 A 18H00
OSE LA PHOTO!
OSE LE BIO!
OSE LE MAKE-UP!

PROGRAMME DE LA JOURNÉE
10h00 : OSE LA LUTTE
11h30 : OSE LA PAROLE
13h00 : OSE LES PERCUSSIONS : TAM-TAM SANS FRONTIERES,
14h00 : OSE LE FLASH-MOB
14h30 : OSE LA SELF-DEFENSE
14h30 : OSE LES BONNES POSTURES
15h30 : OSE LA DIETETIQUE
OSE ETRE UNE ARTISTE!
17h00 : "IXAKENE" DE CAROLINA RAMIREZ (COLOMBIE)
18h00 : CONCERT CAFET' AVEC LIZ ET LA PIE D'OR

SAMEDI 7 MARS

À L'INSTITUT FRANÇAIS DU CONGO

À PARTIR DE 10H00

100% GRATUIT





L'AMBASSADE DE CÔTE D'IVOIRE AU CONGO

Sous le haut parrainage de SEM Clément MOUAMBA Premier Ministre du Congo et de SEM Amadou Gon COULIBALY Premier Ministre de la Côte d'Ivoire

organise

FORUM ECONOMIQUE-CULTUREL ET TOURISTIQUE

CÔTE D'IVOIRE - CONGO

DU 18 AU 20 MARS 2020 A BRAZZAVILLE

Hôtel Radisson Blu

- ✓ CONFERENCES-DEBATS
- ✓ RENCONTRES B TO B
- ✓ EXPOSITIONS VENTES

- ✓ SIGNATURES D'ACCORDS
- ✓ DÎNER GALA

Infoline :
06 590 17 17
06 598 94 58



RECENSEMENT GÉNÉRAL DE LA POPULATION ET DE L'HABITATION

Une grande partie du budget va être financée par l'État congolais

Le processus vient de connaître une nouvelle étape avec le lancement à Brazzaville, ce 4 mars, de la cartographie censitaire censée durer deux mois. Mais le gouvernement n'exclut pas de solliciter un appui financier auprès des partenaires de la Banque mondiale et des agences onusiennes..., afin de pouvoir boucler l'opération d'ici à décembre.

Le coup d'envoi de la cartographie censitaire a été donné ce mercredi par la ministre du Plan, de la Statistique et de l'Intégration régionale, Ingrid Olga Ghislaine Eboucka-Babakas, en présence de ses collègues du gouvernement, des diplomates et représentants des institutions onusiennes, des cadres sectoriels, acteurs de la société civile et médias locaux.

En effet, ce cinquième Re-



La ministre du Plan (au centre) s'adressant à la presse/Adiac

« La population se doit donc d'adhérer à ce recensement et à respecter son délai. Le nombre des habitants peut croître et décroître, mais le gouvernement doit le savoir afin de répondre aux attentes de la population »

censement général de la population et de l'habitation (RGPH-5) est une opération numérique au moyen des tablettes tactiles équipées de géo-référence et de GPS captant le signal satellitaire. Ce moyen numérique permettra au pays de disposer d'une base de sondage exhaustive d'unités aréolaires pour les enquêtes futures et la mise en place d'un système d'information géographique.

Pour la ministre de tutelle, cette technologie offrira un excellent outil d'aide à la prise de décision. « *Le profil numérique de la nation est indispensable pour les responsables d'élaborer les*

politiques adéquates, de prendre des décisions justifiées à tous les niveaux et en suivre les résultats, en résumé : asseoir une bonne planification du développement de notre pays », a signifié la ministre, lors d'un point de presse.

Le recensement général de la population est une grande activité nationale recommandée par l'Organisation des Nations unies. Il est normalement organisé chaque dix ans et vise à actualiser les informations sur l'effectif global de la population, ainsi que ses caractéristiques démographiques et socio-économiques. Le RGPH permettra également de disposer

d'une cartographie géo-référencée des localités et des infrastructures de base pour les besoins d'aménagement du territoire et de suivi de la politique de décentralisation.

Une forte adhésion de la population est souhaitée

Après la formation des agents recenseurs puis le lancement de la cartographie censitaire grâce au soutien de la Banque mondiale, l'équipe de coordination prévoit d'autres phases, dont le dénombrement général de la population, c'est-à-dire le comptage physique prévu en août ; l'enquête post-censitaire ; le traitement des

données, le développement du système d'informations géographiques et la publication des résultats des enquêtes.

Le succès de l'opération dépendra de l'adhésion de la population, la disponibilité des familles à accueillir les agents recenseurs. « *La population se doit donc d'adhérer à ce recensement et à respecter son délai. Le nombre des habitants peut croître et décroître, mais le gouvernement doit le savoir afin de répondre aux attentes de la population* », a lancé la ministre du Plan.

Elle a également insisté sur l'implication des autorités locales, les préfets, sous-préfets, maires, chefs de village, pour assurer les relais dans leurs circonscriptions respectives. Le gouvernement promet de maximiser la sensibilisation via les médias, les affiches, les échanges publics...

Les données de base actuellement disponibles remontent à 2007, donnant les chiffres d'environ 3,697 490 habitants.

Fiacre Kombo

ADMINISTRATION DU TERRITOIRE

L'Association diaspora Nord dissoute

Le ministre de l'Intérieur et de la Décentralisation, Raymond Zéphyrin Mboulou, a, par arrêté n° 4956, prononcé la dissolution de l'Association diaspora Nord du « fait de son caractère discriminatoire ».

Selon l'arrêté, la dissolution de « l'Association diaspora Nord » dont le siège social est situé au n°06, rue Songolo au CQ 204, dans le deuxième arrondissement de Pointe-Noire, Mvoumvou, de ce fait, annule son récépissé établi en novembre 2012.

« *Les préfets de département, les maires de commune, les sous-préfets, les administrateurs-maires d'arrondissement et de communauté ur-*

baine ainsi que les services de police sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la mesure édictée à l'article premier », peut-on lire dans cet arrêté.

Le ministre a, par ailleurs, rappelé, dans un autre communiqué officiel, à tous les acteurs politiques et de la société civile certaines dispositions de la loi n° 20-2017 du 12 mai portant loi organique relative aux conditions de création, d'existence et

aux modalités de financement des partis politiques. En effet, l'article 48 de cette loi a mis fin aux activités des associations à caractère politique.

Ainsi, seuls sont autorisés à mener leurs activités, les groupements de personnes dont l'objet social est apolitique et obéit aux prescriptions de la loi du 1^{er} juillet 1901 relative au contrat d'association. « *De ce fait, tout groupement de personne créé pour un objet autre que politique et qui sera détourné de cet objet social sera, selon le cas, ou interdit d'exercer ses activités, ou purement et simplement dissout* », a prévenu le ministre, précisant que ce communiqué tient lieu de dernier rappel.

Le ministre Raymond Zéphyrin Mboulou a, enfin, enjoint les autorités locales compétentes d'en faire le relai dans leurs descentes communautaires.

Parfait Wilfried Douniama

COMMERCE

La Cnuced va soutenir le comité national de facilitation des échanges

Le secrétaire général de la Conférence des Nations unies sur le commerce et le développement (Cnuced), Mukshisa Kituyi, a annoncé le 4 mars à Brazzaville, l'appui de son institution au comité national de facilitation des échanges de la République du Congo.

Il a fait cette annonce à l'issue d'un entretien avec le président de la République Denis Sassou N'Guesso, au Palais du peuple.

Selon lui, dans le cadre de la mise en œuvre de la zone de libre échange continentale africaine, la Cnuced est venue apporter son soutien au comité national de facilitation des échanges du Congo.

Le secrétaire général de la Cnuced a évoqué avec le chef de l'Etat congolais de la nécessité de « *renforcer les capacités de*

la jeunesse congolaise dans le commerce électronique pour rendre le pays compétitif ».

Il a saisi l'occasion pour lancer un appel au chef d'Etat congolais, ainsi qu'à ses pairs du continent d'œuvrer à l'accélération de l'intégration en Afrique.

Institution onusienne, la Cnuced vise, entre autres, à intégrer les pays en développement dans l'économie mondiale afin de favoriser leur essor.

La Rédaction

« De ce fait, tout groupement de personne créé pour un objet autre que politique et qui sera détourné de cet objet social sera, selon le cas, ou interdit d'exercer ses activités, ou purement et simplement dissout »

« renforcer les capacités de la jeunesse congolaise dans le commerce électronique pour rendre le pays compétitif ».

COOPÉRATION

Le Congo et le Sénégal signent un accord dans le domaine agricole

L'accord de coopération a été signé récemment en marge du Salon international de l'agriculture de Paris par le ministre de l'Agriculture, de l'Élevage et de la Pêche, Henri Djombo, et son homologue sénégalais, Moussa Baldé. D'une durée de trois ans, il vise à impulser le développement du secteur agricole à travers un partage d'expériences, de compétences et de savoir-faire des deux pays.

D'après le ministre sénégalais de l'Agriculture et de l'Équipement rural, Moussa Baldé, il y a eu beaucoup d'avancées dans le domaine agricole au Sénégal. Ce partenariat est donc un moyen pour les deux pays d'unir leur force à travers différentes pratiques et

techniques. « Avec le Congo, nous avons les mêmes réalités et la même culture de l'agriculture malgré les milliers de kilomètres qui nous séparent. Nous devons donc mutualiser nos forces et échanger nos expériences respectives pour projeter notre agriculture », a expliqué Moussa Baldé.

Pour le ministre congolais de l'Agriculture, Henri Djombo, il est nécessaire que le Congo et le Sénégal échangent sur le plan scientifique pour le développement de l'agriculture afin de répondre à la demande de l'Union africaine qui est d'assurer la sécurité alimentaire et nutritionnelle. « Les deux pays sont en train de prendre les dispositions pratiques, techniques et technologiques pour une meilleure organisation professionnelle du secteur agricole. Nous comptons beaucoup sur le Sénégal pour y arriver », a-t-il renchéri.



Une étendue de légumes/DR

« Les deux pays sont en train de prendre les dispositions pratiques, techniques et technologiques pour une meilleure organisation professionnelle du secteur agricole. Nous comptons beaucoup sur le Sénégal pour y arriver »,

Par ailleurs, le directeur exécutif du Fonds national de développement sylvo-pastoral (Fndasp), Jean Charles Faye, a évoqué les aspects techniques de cet accord de coopération tout en insistant sur le développement institutionnel. « Cette signature va surtout permettre un échange d'expériences, de savoir-faire, de services entre les institutions des deux pays, les organisa-

tions professionnelles agricoles, les agences et mécanismes de financement », a-t-il déclaré. Poursuivant que : « Ce sera un vrai outil d'accompagnement des producteurs congolais et sénégalais dans les domaines de l'agriculture, l'élevage et la pêche ».

Selon Jean Charles Faye, cet accord qui s'étendra sur une durée de trois ans permettra également de relever le ni-

veau de productivité et des revenus des producteurs des deux pays en vue d'assurer la souveraineté alimentaire qui est l'une des priorités pour le Congo.

A cet effet, Moussa Baldé effectuera une visite de courtoisie à Brazzaville pour mieux s'imprégner des réalités agricoles du Congo, réputé pour ses caractéristiques et potentialités forestières.

Gloria Imelda Lossele

N'ZILA YA BETO, AVENIR YA BETO

Notre route, notre avenir



La Congolaise des Routes (LCR) vous informe qu'à compter **du mercredi 11 mars 2020**, nous mettrons en place le poste de pesage **de Moukondo (Doliesie) sur la RN 1**. Les autres postes de pesage entreront progressivement en service au cours des prochaines semaines.

Les poids lourds devront obligatoirement passer par les postes de pesage et respecter la limite de charge de la zone CEMAC ci-dessous.

CHARGES LIMITES POUR VEHICULES ARTICULÉS

CATEGORIES DE VEHICULES	DESIGNATION DES ESSIEUX	CHARGE LIMITE EN KG
	PTAC	39 000
	T11S1 - ESSIEUX AVANT	13 000
	ESSIEUX SIMPLE	13 000
	ESSIEUX SIMPLE	13 000
	PTAC	47 000
	T11S2 - ESSIEUX SIMPLE AVANT	13 000
	ESSIEUX SIMPLE	13 000
	TANDEM	21 000
	PTAC	43 000
	T11S3 - ESSIEUX AVANT	13 000
	ESSIEUX SIMPLE	13 000
	TRIDEM	27 000
	PTAC	47 000
	T12S1 - ESSIEUX SIMPLE AVANT	13 000
	TANDEM	21 000
	ESSIEUX SIMPLE	13 000
	PTAC	50 000
	T12S2 - ESSIEUX AVANT	13 000
	TANDEM	21 000
	TANDEM	21 000
	PTAC	50 000
	T12S3 - ESSIEUX SIMPLE AVANT	13 000
	TANDEM	21 000
	TRIDEM	27 000
	PTAC	50 000
	T12S4 - ESSIEUX SIMPLE AVANT	13 000
	TANDEM	21 000
	QUADEM	27 000

CHARGES LIMITES POUR VEHICULES PORTEURS

CATEGORIES DE VEHICULES	DESIGNATION DES ESSIEUX	CHARGE LIMITE EN KG
	P11 - PTAC	26 000
	ESSIEUX AVANT	13 000
	ESSIEUX SIMPLE	13 000
	P12 - PTAC	34 000
	ESSIEUX SIMPLE AVANT	13 000
	TANDEM	21 000
	P13 - PTAC	40 000
	ESSIEUX AVANT	13 000
	TRIDEM	27 000
	P22 - PTAC	42 000
	TANDEM AVANT	21 000
	TANDEM	21 000
	P23 - PTAC	48 000
	TANDEM AVANT	21 000
	TRIDEM	27 000

En cas de dépassement, les véhicules en surcharge **seront susceptibles d'être verbalisés** conformément à l'article 12 et 18.B de la Loi n°7-2004 (cf. doc joint) et, une fois l'amende acquittée **devront soit faire demi-tour avant de rentrer sur la RN 1, soit délester** avant de passer le poste de péage.

Cette démarche est impérative pour la pérennisation du patrimoine routier.

Nous vous informons également que nous mettons en place des stations de pesage mobile qui seront positionnées aléatoirement le long de la RN 1 pour éviter les surcharges entre les péages.

Les informations sont disponibles sur notre site internet www.lacongolaisedesroutes.cg ou via nos pages Facebook et LinkedIn.

La Congolaise des routes vous souhaite la bienvenue sur son réseau et une très bonne route.

Beto kenguedila n'zila ya beto samu na mbassi

Préservez notre route, pour protéger notre avenir

CANTINES SCOLAIRES

3500 élèves de Mindouli pris en charge

Le représentant du Programme alimentaire mondial (PAM) au Congo, Jean-Martin Bauer, a lancé le 3 mars un appel aux autorités congolaises pour l'extension des cantines scolaires dans tous les départements du pays.

Il a émis le souhait lors de la célébration de la Journée africaine de l'alimentation scolaire à Mindouli dans le département du Pool, sous le signe de la consommation locale « cantine ya buala ».

Le programme nourrit chaque jour quatre-vingt mille élèves au Congo, a expliqué Jean-Martin Bauer, ajoutant qu'à Mindouli, cinq établissements scolaires et trois mille cinq cents élèves bénéficient des cantines scolaires.

Les apprenants sont nourris à base des produits locaux notamment les légumes, le manioc, le pain artisanal, le riz, le haricot, le poisson local. L'utilisation de ces produits locaux

a permis de réaliser d'importantes économies avec le coût du repas par enfant qui revient à la somme de soixante et quinze francs CFA par jour, a précisé le représentant du PAM.

Le ministre de l'Enseignement primaire, secondaire et de l'alphabétisation, Anatole Collinet Makosso, a, pour sa part, souligné l'importance des cantines scolaires. Selon lui, l'alimentation scolaire est

un pan vers l'atteinte des Objectifs de durable de développement de prendre leur place dans le dispositif des filets socio-éducatifs et socio-économiques.

Anatole Collinet Makosso a annoncé que la Journée africaine de l'alimentation scolaire sera célébrée le 20 mars à N'Djamena au Tchad sur le thème : « L'alimentation scolaire basée sur la production locale pour créer un environ-

nement favorable au développement de l'Afrique et taire les armes ».

Cette journée est une invite pour lutter contre la paupérisation des zones rurales en investissant dans l'agriculture avec le concours des petits producteurs agricoles et lutter contre la manipulation des couches sociales, victimes de l'intolérance politique qui retarde le développement des pays, a-t-il dit.

Par ailleurs, le ministre a salué l'initiative du PAM dénommée « partager un repas » qui permet de nourrir les élèves à travers un transfert de fonds via une application téléchargeable sur smartphone ainsi que par les réseaux téléphoniques. « Nous souhaitons tous que dans l'assiette de l'élève congolais, sur toute l'étendue du territoire national, nous puissions retrouver les habitudes culinaires de nos différents terroirs », a-t-il déclaré.

Les cantines « ya buala » sont une première expérience rendue possible grâce à un financement participatif.

Lydie Gisèle Oko

« Nous souhaitons tous que dans l'assiette de l'élève congolais, sur toute l'étendue du territoire national, nous puissions retrouver les habitudes culinaires de nos différents terroirs »

DÉVELOPPEMENT DURABLE

EnR Congo milite pour les projets de l'économie verte

Le président fondateur de l'association Energies renouvelables du Congo (EnR Congo), Brian Pandzou, a fait la déclaration à l'occasion d'un entretien qu'il a eu le mardi 3 février avec Les Dépêches de Brazzaville.



Le ministre et le président fondateur de l'association appréciant le logo de EnR

Selon l'orateur EnR Congo est une association citoyenne créée le 1er décembre 2019 à Pointe-Noire. Elle milite pour le pacte d'avenir entre l'Etat, la population et les entreprises implantées au Congo. La structure est convaincue que le développement durable du Congo passe par la diversification de son économie. Elle s'engage donc à accompagner les investissements socialement responsables en incubant les projets de l'économie verte et en favorisant le développement des énergies renouvelables ainsi que le bien-être social. « En effet, en tant que société civile, nous avons notre partition à jouer dans le développement durable du Congo. Nous sommes résolument convaincus qu'il faut mener des actions concrètes auprès des populations pour contribuer à une croissance inclusive dans nos quartiers, villes et zones rurales. Nos actions se déclinent en trois volets, à savoir réduire la fracture sociale, l'accès à l'énergie pour tous et accompagner les investissements socialement responsables », a-t-il indiqué.

Notons qu'en plus des tournois de football et de Nzango que l'association envisage d'organiser dans quelques jours à Pointe-Noire, elle prévoit aussi de faire un don à l'un des orphelinats de la ville océane.

Faustin Akono

AGRESSION D'UN ENSEIGNANT À MINDOULI

Le gouvernement met en garde les ex-combattants ninjas

Le ministre de l'Enseignement primaire, secondaire et de l'Alphabétisation, Anatole Collinet Makosso, a mis en garde le 3 mars, les ex-combattants ninjas suite à l'agression d'un enseignant du Collège d'enseignement général (CEG) de Mindouli, dans le département du Pool.



Les pédagogues lors d'un échange avec le ministre (DR)

« Nous ne voulons pas que les gens qui ont fait preuve de patriotisme et de courage soient intimidés par ceux qui ont pour vocation de semer du trouble avec des pratiques de violence pour détruire la jeunesse congolaise », a-t-il déclaré.

Anatole Collinet Makosso a invité les enseignants à traduire les coupables des actes de vandalisme dans les écoles au conseil de discipline afin qu'ils soient poursuivis par les services habilités pour y répondre.

Il s'est exprimé lors d'un échange avec le corps enseignant à Min-

douli où un groupe d'ex-combattants ninjas vient d'agresser dans la concession scolaire le directeur des études du collège Massounga de la localité.

Cette situation a suscité l'indignation des enseignants qui ont décidé de suspendre les cours pendant quelques jours.

Selon le directeur des études du collège de Mindouli, Gervais Baledissa, un matin, un jeune ex-combattant ninja, élève en classe de seconde au lycée de Mindouli, a fait irruption dans l'enceinte du collège pour perturber les activités pédagogiques avec le bruit de sa motocyclette.

Ce jeune a été interpellé en présence d'un agent de sécurité pour recevoir des conseils. Le soir, ce dernier et ses amis ex-combattants ont agressé l'enseignant.

« J'ai été bastonné par ces jeunes. Actuellement, je suis en insécurité parce que je ne peux plus sillonner dans la ville. Je serai à Brazzaville après cet entretien avec le ministre pour déposer mon certificat médical au ministère, parce que jusqu'alors j'ai mal à l'épaule », a indiqué Gervais Baledissa.

Lydie Gisèle Oko

IN MEMORIAM

4 mars 2018 – 4 mars 2020

Voici deux années jour pour jour que tu nous quittais : Letembet Ippet Gérard
Le vide que tu as laissé témoigne de l'importance de ce que tu étais pour la famille.

Nous ne t'oublierons jamais
En cette date de triste anniversaire, les frères, sœurs et enfants prient tous ceux qui l'ont connu d'avoir une pensée pieuse en sa mémoire.

Des messes seront dites à :

La Cathédrale (06 h 30 mn) :

•Mercredi 04 Mars 2020

•Jeudi : 5 mars 2020

•Vendredi : 6 mars 2020

•Samedi : 7 mars 2020

•Dimanche : 8 mars 2020

Gérard !!!!

Dors en paix, dans ton sommeil éternel



NÉCROLOGIE

Thomas Makéla et famille ont la profonde douleur d'annoncer aux parents, amis et connaissances, le décès de son épouse, Lovely Berlande Louvouandou, survenu le 29 février à Brazzaville.

Le deuil se tient au n°75, rue Alexandrie à Bacongo (croisement avec l'avenue des 5 chemins).

L'inhumation aura lieu ultérieurement.



Les enfants Itoua Okana ont le profond regret d'annoncer aux parents, amis et connaissances le décès inopiné de leur fille Itoua Okana Norlia, survenu le mardi 25 février 2020 à Brazzaville. La veillée mortuaire est organisée au 139 de la rue Oboya, arrêt de bus CEG A A Neto, à Talangai. La date de l'inhumation sera communiquée ultérieurement.

Sylvia Addhas, agent des Dépêches de Brazzaville, les familles Babingui et Mobio ont la profonde douleur d'annoncer aux parents, amis et connaissances le décès tragique de leur nièce, enfant et petite-fille, survenu le 25 février 2020 suite à une noyade.

La veillée mortuaire se tient au N° 13 de la rue Owassa quartier Makabandilou, arrêt de bus Marché.

La date d'inhumation est prévue pour le vendredi .



LIBRAIRIE
LES MANGUIERS

Un **Espace de Vente:** Une sélection unique de la **LITTÉRATURE CLASSIQUE** (africaine, française et italienne)

Des : Essais, Bandes dessinées, Philosophie, etc.



Un **Espace culturel** Pour vos **Manifestations :**
Présentation d'ouvrages, Conférence-débat, Dédicace
Emission Télévisée, Ateliers de lecture et d'écriture.

Les Dépêches de Brazzaville 84 Boulevard Denis Sassous N'Gusso
immeuble les manguiers (Mpila) Brazzaville République du Congo

Ouvert
DU LUNDI AU VENDREDI 9 h - 17 h
SAMEDI 9 h - 13 h



TOURNOI DE HANDBALL

La DGSP et AA Neto terminent en tête

Le club de la Direction générale de la sécurité présidentielle et la formation d'As Neto ont remporté la palme en termes de représentativité au classement général du tournoi de mise en jambe de la ligue de handball de Brazzaville.

Lancée le 25 janvier, cette compétition ayant regroupé près de dix clubs, toutes catégories confondues, a été clôturée le 1er mars dernier au stade d'Abo sport. La DGSP et A.A Neto ont été bien placés et représentés dans toutes les catégories. Avec quatre équipes chacun sur les six classifications qui étaient en lice, ces clubs restent, sans nul doute, les meilleurs de ce tournoi.

Si chez les seniors hommes la DGSP n'a pas été représentée, A.A Neto a occupé la troisième place derrière Petro Sport et Inter Club (1er). Chez les juniors hommes, la Dgsp est placée deuxième, juste après Jeunesse sportive de Ouenzé (JSO). Elle est suivie par l'Académie Club, d'Inter Club tandis que l'équipe d'A.A Neto a hérité de la quatrième et dernière place.

Dans la catégorie des cadets, la JSO a devancé la DGSP, suivie de l'Asoc, de l'Ecole militaire préparatoire général Léclerc

(Empgl) et de l'Académie club. Chez les minimes garçons, Asoc, Diabes noirs et Académie club ont constitué le trio

du classement dans cette catégorie.

Deux catégories à savoir juniors dames et cadettes ont repré-

senté le handball féminin de Brazzaville dans ce tournoi qui vise la préparation du championnat départemental. Dans la première catégorie, le classement est tenu par A A Neto suivi de JSO, de la DGSP et de Patronage. Chez les cadettes, la DGSP a occupé la première place et A A Neto la deuxième puis Asoc la troisième. « L'objectif de ce tournoi est de préparer de façon générale les athlètes au championnat départemental qui aura lieu dans les prochains jours. C'est le début des entraînements pour les clubs qui n'ont pas encore commencé le travail interne », a indiqué Benjamin Mankou, président de la ligue départementale de handball de Brazzaville.

Rude Ngoma



Séquence du match DGSP-AS Neto lors de la première journée/Adiac

INSTITUT
FRANÇAIS
DU CONGO

PROGRAMME DE LA SEMAINE DU 02 AU 08 MARS

MARDI 03 MARS

18H30 CINE SPECIAL DANS LE CADRE DES 50 ANS DE L'OIF: LES INVISIBLES

MERCREDI 04 MARS

18H00 THEÂTRE : RESTITUTION ATELIER SE FROTTER A L'ECRITURE DE SONY LABOU TANSI

19H00 MERCREDI A LA CAFET' : MWASSI MOYINDO

JEUDI 05 MARS

19H00 ACROBATIE AERIENNE : IXAKENE DE CAROLINA RAMIREZ

VENDREDI 06 MARS

19H00 DANSE : RESTITUTION ATELIER VERTEBRES FLOTTANTES

SAMEDI 07 MARS

10H00 ANIMATIONS : LES RENDEZ-VOUS DE LA MEDIATHEQUE (SAMEDI DES PETITS LECTEURS, L'HEURE DU CONTE ET RENCONTRES DE SCRABBLE)

10H00 CELEBRATION : « OSE ! » JOURNEE INTERNATIONALE DES DROITS DE LA FEMME

DIASPORA

Appel à manuscrits « le Congo de demain »

Le Collectif des Ateliers Citoyens du Congo en collaboration avec la Doxa Éditions organise la première édition de collecte de manuscrits destinés à publier une anthologie sur le Congo de demain.



Dans le cadre du prolongement de ses rencontres, le collectif des «Ateliers Citoyens du Congo» vient de lancer un appel à participation au recueil de nouvelles qui permettra aux jeunes auteurs ou auteurs confirmés congolais de participer à une anthologie. Le thème retenu est « le Congo de demain ». Les candidats, selon les critères définis par le jury, auront près de neuf mois, jusqu'au 30 septembre 2020 minuit, pour rédiger et soumettre leurs manuscrits au jury du concours.

C'est une démarche prospective, indiquent les initiateurs. Car, expliquent-ils, « la volonté est de décloisonner l'imaginaire de la jeunesse congolaise dans le but de les inciter à imaginer le Congo de demain ». Les manuscrits, de 6 à 10 pages, en format A4, devront être des textes de fiction. Les jeunes auteurs et auteurs confirmés donneront libre cours à leur imaginaire et se projeteront dans ce qu'il adviendra de leur pays dans un futur proche ou lointain. Cet appel à manuscrit est lancé conjointement avec la Doxa Éditions. En sa qualité de directrice générale, Nadia Origo se dit heureuse de soutenir ce projet citoyen concernant les générations futures.

Une plateforme sera établie pour recevoir tous les manuscrits. Les plus pertinents seront retenus et publiés dans une anthologie. Les dix meilleures nouvelles seront retenues pour publication dans un recueil.

A vos plumes et à votre imaginaire !

Marie Alfred Ngoma



SAMEDI 7 MARS
À L'INSTITUT FRANÇAIS DU CONGO
DE 10H00 À 18H00



COMMÉMORATION DU 4 MARS

La République n'a pas oublié les victimes

Au nom du gouvernement, le ministre en charge de la Recherche scientifique, Martin Parfait Aimé Coussoud-Mavoungou, s'est incliné devant la mémoire des disparus tandis que le maire du sixième arrondissement Talangai, Privat Frédéric Ndéké, a éclairé l'opinion sur l'accompagnement des victimes corporelles.



Le ministre Coussoud-Mavoungou déposant la gerbe de fleurs/DR

En cette date du 4 mars, la République a encore une fois de plus marqué sa compassion aux victimes du drame qui a endeuillé le pays il y a huit ans. Le ministre Martin Parfait Aimé Coussoud-Mavoungou a déposé une gerbe de fleurs à cet effet. Après le rituel, une victime amputée d'un de ses membres s'est présentée à lui pour quelques doléances. « Nous avons mal parfois à nous procurer des béquilles, l'assistance se fait en dents de scie. Nous nous sentons abandonnées », a-t-elle déclaré.

L'accompagnement des victimes corporelles

Privat Ndéké, maire de Talangai, un des deux principaux arrondissements de la capitale touchés par ce drame est revenu sur l'assistance que le gouvernement apporte

aux victimes. La rente viagère (somme d'argent versée de manière régulière à une personne jusqu'à son décès) fait partie des modes d'accompagnement. « Les victimes ont évoqué les retards mais elles sont payées », a précisé le maire en présence des concernés.

Le problème le plus crucial, selon Privat Ndeke, c'est la reconstruction des maisons détruites. Un acompte avait été versé mais il ne pouvait pas satisfaire les attentes des populations concernées par cette situation au sens large du terme. « Nous avons changé les représentants des sinistres au niveau de la commission de coordination. Ces changements vont dans le sens de trouver des solutions adéquates. Et nous sommes en attente de la deuxième tranche », a-t-il expliqué.

Le maire de Talangai a, par ailleurs, souligné que le ministre d'Etat, Alphonse Silou, qui préside cette commission de coordination a recommandé à l'ensemble des acteurs impliqués de réfléchir sur la répartition de cette tranche dès que les fonds seront disponibles car avec la situation économique que traverse notre pays il est difficile de décaisser autant d'argent d'un seul coup.

A en croire Privat Ndeke, l'orientation du ministre Alphonse Silou consiste à faire en sorte que la décision ne vienne pas seulement du gouvernement mais aussi de ceux qui représentent les sinistres, notamment les autorités locales. « Il faut diminuer peu à peu le nombre de sinistres en attente de logement », a conclu Privat Ndeke.

Rominique Makaya

VISITEZ LE MUSÉE-GALERIE DU BASSIN DU CONGO

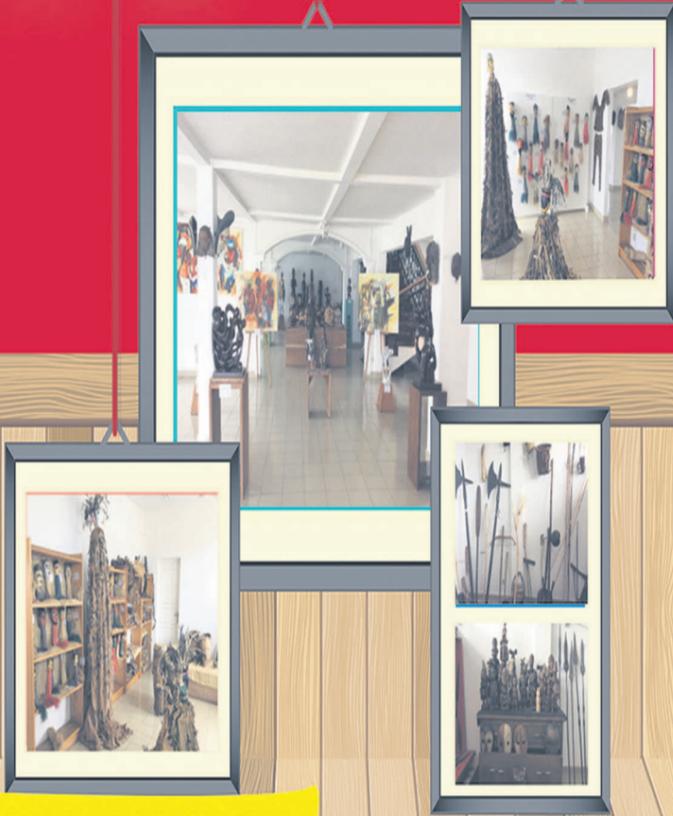
de LUNDI à VENDREDI (9h-17h) et SAMEDI (9h-13h)

Expositions et projections

SCULPTURES
PEINTURES

CÉRAMIQUES
MUSIQUE



L'ART DANS TOUTES SES EXPRESSIONS

de la Tradition
à la Modernité

Siège social : 84 bd Denis-Sassou-N'Guesso
immeuble les Manguiers (Mpila), Brazzaville
République du Congo.

**UNE ADRESSE E-MAIL
POUR NOUS ADRESSER VOS ANNONCES
PLUS RAPIDEMENT**

regie@lesdepechesdebrazzavilles.fr



CÉLÉBRATION

ACDSB souffle ses 40 bougies au service des malades et des hôpitaux

Plusieurs activités ont été organisées récemment à Pointe-Noire à l'occasion des quarante ans de l'Association congolaise des donneurs de sang bénévoles (ACDSB).

Les activités ont commencé à l'hôpital général de Loandjili où des dons de sang ont été faits suivis de la marche sportive des donneurs bénévoles jusqu'au rond-point Loango. La sensibilisation, les dons et collectes de sang volontaires et bénévoles devant le commissariat de police du quartier Fond Tié-Tié et à la caserne des sapeurs pompiers ont été les activités phares pendant les cinq jours de célébration sanctionnés par la collecte de près de cinq cents poches de sang.

À l'espace le Bimard, la soirée du donneur a été marquée par un focus ouvert par la prière dite par le pasteur Maixent Milolo, vice-président interdépartemental des donneurs de sang bénévoles de Pointe-Noire-Kouilou avant que Julien Mbemba, président interdépartemental des donneurs de sang bénévoles, ne présente sa structure en s'appuyant essentiellement sur son fonctionnement et ses réalisations.

En développant le thème «Le sang homologué», Dr Jean-Pierre Pambou, directeur interdépartemental du Centre interdépartemental de transfusion sanguine (CNTS-PN-Kouilou), a montré l'importance du sang dans les traitements des malades et du donneur de sang bénévole. Le don de sang contribue énormément à la survie des banques de sang et les conséquences du déficit des produits sanguins de qualité pour les patients, a-t-il dit. L'orateur a interpellé les donneurs à faire plus de dons car l'Organisation mondiale de la santé (OMS) nous recommande de faire appel aux donneurs volontaires, bénévoles et réguliers afin d'améliorer la sécurité transfusionnelle. À Pointe-Noire, a-t-il poursuivi, le don de sang volontaire et bénévole est en progression depuis 2014. De 17,4 %, il a atteint 41,6 % en 2019. Des chiffres très en deçà de l'objectif 100 % des donneurs de sang bénévoles d'ici 2020 d'après le défi de l'OMS comme l'a



Des donneurs de sang au Fond Tié-Tié crédit photo »Adiac»

fait le Rwanda. Cet objectif une fois atteint va permettre à ne plus avoir recours au remboursement obligatoire de sang aux familles des patients.

À la fin de l'activité, les représentants de la direction départementale de la Santé de Pointe-Noire et du Kouilou ainsi que ceux de la Croix-Rouge congolaise sans oublier les partenaires ont loué le travail appréciable que joue l'ACDSB en République du Congo. Grâce à elle et aux réguliers dons provenant des donneurs bénévoles, les banques de sang existent et survivent. Ils ont également interpellé Pascal Blood Bidounga, président national de l'ACDSB, à redynamiser et renforcer les départements. Quant aux sociétés, individualités, hôpitaux et cliniques, il leur a été demandé de soutenir avec force les activités de l'ACDSB. Dans la joie, les quarante bougies de l'ACDSB ont été soufflées accompagnées du slogan : «Sang donné=vies sauvées».

Hervé Brice Mampouya

ADIAC

Toute l'actualité
Du Bassin du Congo
EN VIDÉO



AGENCE D'INFORMATION
D'AFRIQUE CENTRALE

LES DÉPÊCHES
DE BRAZZAVILLE

LE COURRIER
DE KINSHASA

+336 11 40 40 56

info@adiac.tv

B4, boulevard Denis-Sassou-N'Guesso
Brazzaville - République du Congo

www.adiac.tv



LITTÉRATURE

Le Pr Dominique Ngoie-Ngalla explore le rôle de la poésie dans la formation du citoyen

La "Gourmandise poétique" a été de nouveau au rendez-vous à la librairie Les Manguiers des Dépêches de Brazzaville. Le conférencier du jour, le Pr Dominique Ngoie-Ngalla, a exploré le rôle de la poésie dans la formation du citoyen.

De prime à bord, le conférencier du jour a expliqué la position de la rhétorique par rapport à la poésie. Il a repris la pensée de Derline, qui stipule, la poésie c'est la rencontre avec les clairs divins. Et il n'est pas donné à tout le monde d'aller à la rencontre du divin. Pour le Pr Dominique Ngoie-Ngalla, on peut fabriquer les orateurs, mais pas les poètes. Car, ils sont nés poètes. Ils sont des élus.

Parlant de l'origine poétique du langage articulé qui serait terminé parce que les sophistes ont évolué, le conférencier du jour, a peint la belle place qui est faite à la poésie dans des civilisations les plus avancées aujourd'hui. Les poètes, dit-il, sont honorés, ainsi que le système éducatif. Autant que les sciences, la poésie est l'objet d'études assidues. Si on lui accorde une telle place, c'est que sa fréquentation est importante dans le processus du développement de l'esprit et de l'épanouissement des sociétés humaines. En Grèce et à Rome, on organisait des concours de poésie, à l'issue desquels, les vainqueurs se voyaient rehaussés par une couronne de laurier. Dans ces sociétés, poursuit-il, la poésie n'est pas de l'enfantillage, elle est très sérieuse. « Dans ces sociétés-là, où l'on pense que le développement des sociétés humaines passe par le respect de la culture, donc de la poésie ; le poète est



Le Pr Ngoie-Ngalla lors de la Gourmandise poétique (crédit photo/ADIAC)

objet de l'admiration de tous. Il est respecté et salué partout où il passe. Il est l'homme qui a commerce avec les dieux et ça se respecte », a-t-il fait savoir. La poésie est d'une si grande importance, comme la philosophie, elle a reçu mille et une définitions toutes valables, toutes bonnes. La plus célèbre est celle d'Orace, poète romain du 1er siècle avant l'ère actuelle. Pour lui, la poésie c'est de la peinture, ou quelque chose de semblable. Le Pr Dominique Ngoie-Ngalla, a rappelé tout de même que cette définition est contestée, parce que la poésie n'est pas de la peinture, ou uniquement de la peinture. Le mot qui conviendrait le mieux pour rendre compte de la poésie comme activité intellectuelle, c'est "conception", c'est-à-dire

la façon dont chacun voit une chose ou la comprend. « Sans chercher à définir la poésie, ce que j'ai pu dire d'elle, c'est qu'elle est une invitation mystérieuse venue de nulle part ; une invitation aux poètes à explorer l'envers de ce que la réalité ordinaire nous donne à voir. Le poète est cet homme qui voit des choses que beaucoup de gens ne voient pas. Le poète est celui-là qui va et revient vainqueur ; il est le forgeron qui affronte le feu, ce n'est pas un être ordinaire, c'est véritablement un poète », a-t-il déclaré.

La poésie n'a rien à voir dans la formation du citoyen

S'agissant du rôle de la poésie dans la formation du citoyen, le

conférencier du jour, pense que la poésie ne peut être utile à la formation de l'homme dans la cité. Même les partisans d'une certaine conception de la poésie en doutent. A l'origine, la différence de posture existentielle entre le poète et le citoyen, dresse entre eux le rapport antinomique qui fait que la poésie n'a rien à avoir dans la formation du citoyen. En effet, il y a d'un côté, le citoyen en plein exercice, dont l'existence est entièrement vouée à la vie de la République, aux choses de la cité. Et de l'autre, il y a le poète avec ses créations menant en marge de la société, une existence solitaire abandonnée sur ses rêveries... Il est à ce point l'homme des illusions et des chimères. Les soucis de l'honnête citoyen, ne sont pas les soucis du poète

rêveur.

A propos, Victor Hugo pense que le poète, c'est un homme qui a les pieds ici et la tête ailleurs... Le poète est cet homme qui rêve de l'imaginaire. Et Baudelaire d'ajouter, mettre la poésie au service de l'action, ce serait une véritable hérésie... Le poète n'est pas un homme comme les autres, son génie l'isole, comme le pouvoir l'isole. Pour les partisans de la conception d'une poésie de la contemplation qui, forcément, mettent le poète à l'écart des autres, la poésie n'a pas de rôle à jouer dans la formation du citoyen. Sa place n'est pas là-bas, mais ailleurs. La place du poète est dans le recueillement... Le poète à d'autres soucis que civiques et l'éducation du citoyen n'est pas de son ressort.

Une autre conception éminemment positive

Dominique Ngoie Ngalla fait remarquer, en revanche, qu'il existe une autre conception de la poésie qui, loin d'être contemplative, reconnaît que ces orfèvres du verbe, les poètes, contribuent grandement à l'éducation des hommes. Victor Hugo, écrivain du XIXe siècle, se reconnaît, par son oeuvre, plus proche du citoyen, lorsqu'il s'exclame : « Ah! Insensé qui crois que je ne suis pas toi ! » Notons que deux poèmes du conférencier ont été déclamés.

Bruno Okokana

CORONAVIRUS

Les grandes compétitions sportives sont maintenues

Les Jeux olympiques de Tokyo et l'Euro de football prévus cette année ne devraient pas souffrir de l'épidémie de coronavirus, a indiqué, mardi, le Comité international olympique.

Entièrement engagé à tenir les J.O de Tokyo malgré le contexte, Thomas Bach, le patron de l'institution a déclaré : « Je voudrais encourager tous les athlètes à continuer leur préparation pour les Jeux olympiques Tokyo 2020 avec confiance et ferveur ».

De son côté, le responsable de l'UEFA a fait savoir que le virus n'est qu'un défi parmi tant d'autres que doit gérer son organisation.

« Nous ne voulons pas spéculer à cette étape. Nous voulons gérer cela sérieusement, au cas par cas. En appliquant les différentes parties prenantes comme nous l'avons dit. Et nous prendrons une décision adaptée. Nous ne voulons pas commencer à spéculer sur ce qui va advenir dans trois ou quatre mois », s'est exprimé le secrétaire général de l'UEFA, Théodore Theodoridis.

L'épidémie du nouveau coronavirus n'a pas encore conduit au désistement des organisateurs de compétitions majeures comme ce fut le cas avec la CAN au Maroc en 2015, en plein épidémie d'Ebola en Afrique. Jusqu'ici, seule l'Espagne a décidé de faire jouer certains matches de ligue des champions à huit clos.

Yvette Reine Nzaba

DESTINATION-PAYS

La 4^e édition axée sur les opportunités d'affaires au Soudan

Initiée par la Chambre de commerce, d'industrie, d'agriculture et des métiers (CCIAM), la 4^e rencontre de Destination-pays qui sera animée par Hussein Al-Amin, ambassadeur du Soudan au Congo, aura lieu le 9 mars dans la grande salle de cette institution.

Mise en place par la CCIAM, Destination pays est un espace d'échange permettant aux représentations diplomatiques et consulaires accrédités au Congo de présenter les opportunités d'affaires offertes par leurs pays. Ce mois de mars, la destination choisi est le Soudan. L'honneur reviendra à Hussein Al-Amin d'échanger avec les acteurs économiques pour les informer et les sensibiliser aux atouts économiques de son pays ainsi que les opportunités d'affaires qu'il offre. La rencontre organisée conjointement avec l'ambassade du Soudan est gratuite et

ouverte aux opérateurs économiques et à tous. C'est une occasion pour ces derniers « d'obtenir des informations et des orientations nécessaires pour une éventuelle collaboration avec leurs homologues du Soudan ».

Notons que les trois précédentes éditions de Destination-pays sont la Turquie, les Etats-Unis et la Namibie. Et le Soudan qui est axé sur la 4^e édition est le troisième pays le plus grand d'Afrique après l'Algérie et la République démocratique du Congo, avec une superficie de 1 886 068 km².

Lucie Prisca Condhet N'Zinga